

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Session annuelle
du Conseil d'administration**

Rome, 17 - 20 mai 1999

RAPPORTS ANNUELS

Point 3 de l'ordre du
jour



Distribution: GÉNÉRALE

WFP/EB.A/99/3-A/1

16 avril 1999

ORIGINAL: ANGLAIS

RAPPORT ANNUEL DU DIRECTEUR EXÉCUTIF POUR 1998

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (http://www.wfp.org/eb_public/EB_Home.html).

Rapport annuel du Directeur exécutif pour 1998



Note à l'intention du Conseil d'administration

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil. Cette procédure vise à faciliter l'examen du document en plénière par le Conseil.

Les fonctionnaires du PAM chargés du présent document sont les suivants:

Directeur de la Division des stratégies et des politiques: J. M. Powell tél.: 066513-2600

Chef du Service d'élaboration des politiques: Mme D. Spearman tél.: 066513-2601

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le commis aux documents et aux réunions (tel.: 066513-2641).



Note relative à la documentation

Conformément à l'Article VII.2 du Statut, le Directeur exécutif soumet chaque année un rapport annuel à l'examen et à l'approbation du Conseil d'administration.

Dans sa résolution 53/192, l'Assemblée générale invite les conseils d'administration des fonds et programmes des Nations Unies à veiller à ce que leurs chefs de secrétariat incluent dans les rapports annuels qu'ils présentent au Conseil économique et social (ECOSOC), conformément à sa résolution 1994/33, une analyse minutieuse des problèmes rencontrés et des enseignements tirés de l'expérience en privilégiant les questions découlant de l'application du programme de réformes du Secrétaire général, de l'examen triennal des politiques générales et la suite donnée aux grandes conférences des Nations Unies, afin de permettre au Conseil de s'acquitter de son rôle de coordination.

Conformément aux indications reçues de l'Assemblée générale des Nations Unies et du Conseil économique et social, le Conseil d'administration a décidé à sa première session ordinaire de 1999:

- a) que le Directeur exécutif devrait, dans son rapport annuel, mettre l'accent sur les enseignements tirés de l'expérience et les questions prioritaires;
- b) que le Directeur exécutif devrait joindre à son rapport annuel des additifs concernant certaines des principales questions à examiner, comme la réforme de l'Organisation des Nations Unies, l'application des conclusions de l'examen triennal des politiques générales et le suivi donné aux grandes conférences des Nations Unies; et
- c) de demander au Directeur exécutif, étant donné que le Programme n'a qu'une capacité limitée d'assurer le suivi de toutes les conférences et de toutes les réunions au Sommet, de rendre compte de l'application des plans d'action adoptés lors des conférences ou réunions au Sommet ci-après:
 - Sommet mondial de l'alimentation
 - Quatrième Conférence mondiale sur les femmes
 - Conférence mondiale sur l'éducation pour tous
 - Sommet mondial pour le développement social

Conformément à cette décision, le présent rapport annuel est accompagné des additifs ci-après:

WFP/EB.A/99/3-A/2 Questions découlant de la mise en oeuvre du programme de réformes du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

WFP/EB.A/99/3-A/3 Mise en oeuvre des conclusions de l'examen triennal d'ensemble des politiques générales; Application et suivi intégrés et coordonnés des résultats des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies; et suivi des interventions spéciales de secours économiques, humanitaires et consécutifs à une catastrophe



Table des matières

AVANT-PROPOS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA FAO	
PRÉFACE DU DIRECTEUR EXÉCUTIF	
IN MEMORIAM	
NOTES DE CARACTÈRE GÉNÉRAL	

Paragraphe

SECTION I. SECOURIR LES PAUVRES ET CEUX QUI ONT FAIM: FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 1998	
75 millions de bénéficiaires	1–12
Les opérations du PAM dans le monde	13–46
SECTION II. PROGRÈS RÉALISÉS EN 1998	
Ciblage des activités sur les pays les plus démunis	47
Ciblage des ressources sur les groupes de bénéficiaires les plus pauvres—analyses ACV et SICIVA	48–53
Amélioration de l'efficacité des opérations	
De la crise au redressement—une nouvelle approche	54–58
Politique du PAM en matière d'environnement	59–61
Analyse des activités d'aide alimentaire pour la promotion du développement	62–63
Préparation, planification de plans de secours et dispositifs de veille	64–68
Evaluations des opérations d'urgence	69–72
Plaidoyer et campagnes auprès des médias et du public	73–77
Renforcement des partenariats opérationnels	78–87
Exécution des Engagements du PAM en faveur des femmes	88–90
Achat de produits alimentaires et d'articles non alimentaires	91–94
Le processus de réforme	
Les incidences du processus de réforme de l'ONU pour le PAM	95–103
Etat d'avancement de la restructuration du PAM	104–106
Habilitation des bureaux de pays	107–108
Le projet de compatibilité 2000	109–110
Gestion financière et administration des ressources	
Aperçu général du budget consolidé et des dépenses du PAM	111–112
Financement à long terme	113–117
Amélioration des systèmes de gestion financière	118–122
Renforcement de l'obligation redditionnelle	123–130
Ressources humaines	131–138
Dotation en ressources des activités du PAM	
Flux d'aide alimentaire dans le monde	139–141
Contributions, engagements et déficits	142–147
Compte d'intervention immédiate (CII)	148–149
Distribution de produits enrichis en micronutriments	150–153
Stratégie de mobilisation des ressources	154–156



Annexes et cartes

ANNEXES

- I Organigramme du PAM
- II Profil de l'aide alimentaire dans le monde (1993–98)
- III Dépenses opérationnelles du PAM
 - Tableau 1: Ventilation des dépenses opérationnelles du PAM par région et catégorie de projet (1994–98)
 - Tableau 2: Ventilation des dépenses opérationnelles du PAM par pays, région et catégorie d'aide (1995–98)
 - Tableau 3A: Ventilation des dépenses opérationnelles du PAM pour les projets de développement et les opérations de secours par catégorie de pays et région (1994–98)
 - Tableau 3B: Ventilation des dépenses opérationnelles du PAM pour les projets de développement par catégorie de pays et région(1994–98)
- IV Carte: Ventilation des dépenses opérationnelles du PAM part région et par catégorie (1998)
- V Contributions
 - Tableau 1: Contributions confirmées pour 1998, par donateur
 - Tableau 2 Principaux donateurs du PAM par type de contribution (1998)



Avant-propos

La faim est un attentat à la dignité humaine. La faim est une entrave au progrès social, politique et économique. La faim et le risque de famine empêchent les pauvres d'acquérir des compétences nouvelles, d'adopter des technologies modernes bénéfiques et, à tous autres égards, de tirer parti des possibilités qu'offre le développement. Si nous ne brisons pas le cercle de la faim, la prochaine génération sera prise dans la même ornière.

Aussi est-il d'autant plus préoccupant que malgré le net recul de la faim et de la malnutrition dans certaines régions en développement, le nombre global de ceux qui souffrent de malnutrition chronique n'a pas sensiblement changé. Deux ans après le Sommet mondial de l'alimentation, peu de progrès ont été accomplis en ce qui concerne la réalisation du principal objectif fixé lors du Sommet, qui est de réduire de moitié le nombre de ceux qui ont faim d'ici à 2015, puisque 830 millions d'êtres humains du monde en développement n'ont toujours pas assez à manger au quotidien.

La Planète produit assez d'aliments pour nourrir le monde entier. A notre grande honte, toutefois, nous vivons dans un monde où les aliments pourrissent tandis que les gens meurent de faim. Si nous voulons l'éviter, il faut que chacun puisse avoir accès à tout moment à un approvisionnement suffisant en aliments divers, salubres et nutritifs.

Le Programme alimentaire mondial réalise une oeuvre capitale dans la lutte contre la faim. Chacun connaît et apprécie les activités menées par le Programme pour faire parvenir des vivres à ceux qui ont faim. Cette tâche est accomplie par un personnel dévoué, souvent exposé à des risques considérables. C'est ainsi qu'en 1998, ne l'oublions pas, 12 fonctionnaires du PAM ont perdu la vie au service du Programme.

Moins connues, en revanche, sont les activités réalisées par le PAM pour prévenir et réduire la faim grâce à ses programmes d'aide au développement. La pauvreté est en effet la cause la plus universelle de la faim. A cet égard, les programmes d'aide au développement du PAM s'attaquent directement à la pauvreté en veillant à ce que l'alimentation parvienne aux plus pauvres, qui sont souvent les femmes et les enfants. Le PAM atteint ainsi - et il est probablement le seul à le faire - un double objectif: il aide les pauvres à se nourrir dans l'immédiat tout en les aidant à participer à des activités de développement qui leur permettront demain de subvenir à leurs propres besoins alimentaires.

A une ère marquée par le sensationnalisme, il est souvent plus facile de mobiliser des ressources pour faire face à des situations d'urgence que pour promouvoir le développement. Et néanmoins, des interventions efficaces de développement mettent les populations mieux à même de résister à des chocs et réduisent ainsi la nécessité de devoir fournir par la suite une assistance en cas d'urgence. Ceux d'entre nous qui vivons dans des pays où l'alimentation est abondante tenons cela souvent pour acquis. Mais, pour le sixième de la population mondiale qui souffre de sous-alimentation chronique, le développement économique et social ne peut venir qu'après la satisfaction des besoins alimentaires essentiels.



Nous avons l'obligation de faire en sorte que tous les enfants—et pas seulement ceux d'entre eux qui ont de la chance—naissent dans un monde où ils puissent vivre dans la santé et la dignité. Telle est l'idée que le Programme alimentaire mondial se fait de l'aide au développement. Cette idée devrait être une inspiration pour nous tous.

Kofi A. Annan
**Secrétaire général
de l'Organisation
des Nations Unies**

Jacques Diouf
**Directeur général
de l'Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture**





Préface

L'année 1998 a été marquée par une combinaison sans précédent d'événements qui ont aggravé la faim dans le monde: des catastrophes climatiques comme le cyclone Mitch en Amérique centrale et dans les Caraïbes et des inondations généralisées en Asie; l'effondrement de l'économie en Indonésie; la reprise d'après guerres civiles en Angola, en Guinée-Bissau, au Kosovo et en Sierra Leone; et la persistance de conflits chroniques, comme en Somalie et dans le sud du Soudan, qui sapent lentement mais régulièrement la capacité de survie des populations civiles.

L'année 1998 a été très marquée aussi par la crise économique mondiale. En Indonésie, l'effondrement de l'activité s'est traduit par des pénuries massives d'aliments et de vastes secteurs des classes moyennes sont venus grossir les rangs des pauvres qui ont faim.

Simultanément, les catastrophes naturelles - qui sont toujours l'une des principales causes de l'insécurité alimentaire—ont eu des effets particulièrement sérieux en 1998. Le cyclone Mitch, par exemple, a été la plus grave catastrophe naturelle que l'Amérique centrale et les Caraïbes aient connue depuis deux siècles, tandis qu'aussi bien le Bangladesh que la Chine ont été sinistrés par des inondations dévastatrices—les pires depuis plus de 100 ans dans le cas du Bangladesh. Nombre d'experts sont convaincus que ces catastrophes ne sont que les premières indications des dégâts que l'on peut attendre des changements climatiques et de la dégradation de l'environnement dont nous sommes actuellement les témoins.

Pour 1999, tout porte à prévoir que le nombre de pays en crise et le nombre d'êtres humains ayant besoin d'une assistance humanitaire continueront d'augmenter. La Planète est confrontée à une menace croissante de famine, de malnutrition et de faim endémique.

Simultanément, la pauvreté condamne chaque jour quelque 830 millions d'êtres humains, partout dans le monde, à une sous-alimentation chronique. Mais le visage de la faim change. Les crises de 1998 montrent qu'il nous faut désormais tenir compte d'autres causes de famine. Nous demandons instamment à la communauté internationale de nous aider à relever ce défi nouveau.

Du fait de cette augmentation soudaine des besoins alimentaires d'urgence, le nombre de ceux que le PAM a nourri a été plus élevé que jamais. Si nous regrettons qu'une assistance et des secours alimentaires d'urgence demeurent nécessaires, nous sommes fiers que le Programme ait su si bien faire face aux défis auxquels il était confronté.

L'allégresse que pourrait susciter en nous un travail bien fait est cependant tempérée par le fait que tant de nos meilleurs collègues aient, en 1998, perdu la vie au service des pauvres et de ceux qui ont faim. Ainsi, pendant l'année, 12 fonctionnaires du PAM sont morts par suite d'actes de violence ou d'accidents. Ils ont donné leur vie pour contribuer à forger un monde meilleur. Je suis fière que l'oeuvre du Programme alimentaire mondial m'ait donné l'occasion de travailler avec eux.



Tant que la pauvreté, les catastrophes naturelles, les troubles civils, la guerre et les crises économiques continueront d'affecter des centaines de millions d'êtres humains partout dans le monde, une aide alimentaire restera nécessaire pour atténuer les souffrances humaines. Et les fonctionnaires répondront "présents", sur la ligne de front. Je les salue.

Catherine Bertini
Directeur exécutif



In memoriam

À LA MÉMOIRE DES FONCTIONNAIRES DU
PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL QUI
ONT PERDU LA VIE EN 1998 AU SERVICE
DES PAUVRES QUI ONT FAIM

Ben Acellam, Ouganda	06.03.98
Himmi Stemn, Libéria	28.05.98
Ali Hammad El Hag, Soudan	09.06.98
Sampson Ohiri Sumain, Soudan	09.06.98
William Asiku, Ouganda	08.07.98
Abby Kawuki, Ouganda	18.07.98
Mohammed Hashim Basharyar, Afghanistan	18.07.98
Renato Ricciardi, Burundi	23.07.98
Sayed Essa, Afghanistan	12.09.98
Antonio Martinho, Angola	15.09.98
Elias Seyala, Angola	14.11.98
Palle Wisby Pedersen, Kenya	23.12.98

QU'ILS REPOSENT EN PAIX



Notes de caractère général

Sauf indication contraire, toutes les valeurs monétaires sont exprimées en dollars des Etats-Unis.

Un milliard équivaut à 1 000 millions.

Sauf indication contraire, toutes les quantités de produits alimentaires sont exprimées en tonnes.

Les pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) sont tous ceux qui accusent un déficit vivrier (à savoir qui sont importateurs nets de céréales) et dont le PNB par habitant ne dépasse pas le niveau retenu par la Banque mondiale comme ouvrant droit à l'aide de l'IDA (1 505 dollars en 1996). En 1998, la FAO a classé 83 pays dans la catégorie des PFRDV. Les pays les moins avancés (PMA) ont été définis par l'Assemblée générale des Nations Unies comme étant "les pays à faible revenu qui souffrent d'handicaps durables du point de vue de la croissance, et notamment de niveaux faibles de mise en valeur des ressources humaines et/ou de faiblesses structurelles graves". En 1998, 48 pays ont été classés dans cette catégorie par l'Assemblée générale, et un autre a été considéré comme "assimilé".

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part du Programme alimentaire mondial (PAM), aucune prise de position ni quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Sigles utilisés:

AAP	Administration et appui aux programmes (PAM)
ACV	Analyse et cartographie de la vulnérabilité (PAM)
ALITE	Equipe renforcée d'intervention logistique d'urgence (PAM)
BSCI	Bureau des services de contrôle interne (ONU)
CAA	Convention relative à l'aide alimentaire
CEI	Communauté d'Etats indépendants
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CII	Compte d'intervention immédiate de la RAIU (PAM)
COMPAS	Système de suivi des produits (PAM)
ECOSOC	Conseil économique et social (ONU)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FMIP	Programme d'amélioration de la gestion financière (PAM)
GTZ	Office allemand de la coopération technique
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés



INTERFAIS	Système international d'information sur l'aide alimentaire (PAM)
IPS	Intervention prolongée de secours (PAM)
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
MONUA	Mission d'intervention des Nations Unies en Angola
OCHA	Bureau pour la coordination des affaires humanitaires
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PAM	Programme alimentaire mondial
PFRDV	Pays à faible revenu et à déficit vivrier
PMA	Pays les moins avancés
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RAIU	Réserve alimentaire internationale d'urgence (PAM)
SICIVA	Système d'information et de cartographie de l'insécurité et de la vulnérabilité alimentaires
SMI	Santé maternelle et infantile
SSP	Schéma de stratégie de pays
TIEM/TTEM	Transport intérieur/terrestre, entreposage et manutention
UNDAF	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
UNCAS	Services aériens communs des Nations Unies
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNSECOORD	Coordonnateur des mesures de sécurité de l'Organisation des Nations Unies
USAID	Agence des Etats-Unis pour le développement international
VNU	Volontaires des Nations Unies



Secourir les pauvres et ceux qui ont faim: faits marquants de l'année 1998

75 MILLIONS DE BENEFICIAIRES

1. L'année 1998 a été marquée par une combinaison sans précédent d'événements qui ont aggravé la faim dans le monde: El Niño a causé des inondations qui ont fait des ravages en Asie et entraîné des sécheresses en Afrique et des cyclones dévastateurs en Amérique centrale et dans les Caraïbes. La crise économique en Indonésie a causé des pénuries massives de vivres et de médicaments et de vastes secteurs des classes moyennes sont venus grossir les rangs des pauvres qui ont faim; la reprise d'après guerres civiles en Angola, en Guinée-Bissau, au Kosovo et en Sierra Leone ont fait des centaines de milliers de personnes déplacées; et la persistance de conflits opiniâtres dans le sud du Soudan, jointe à l'insuffisance des pluies, a de nouveau plongé cette région affligée dans la famine.
2. De ce fait, le PAM a nourri en 1998 des populations dont le nombre—près de 75 millions d'êtres humains—a été plus élevé que jamais. Plus de la moitié des bénéficiaires de l'assistance du PAM ont été des femmes et des filles.
3. Les trois quarts de ces bénéficiaires ont reçu une assistance sous forme de secours alimentaires d'urgence, soit près de deux fois plus qu'en 1997: 50 millions dans le cadre d'opérations d'urgence et six millions dans le cadre d'interventions prolongées de secours et de redressement (IPSR). Nombre des plus vastes opérations d'urgence ont été approuvées vers la fin de l'année et se poursuivront en 1999. Aussi le volume global de l'aide alimentaire livrée par le PAM en 1998 n'a-t-il que légèrement augmenté par rapport à 1997.
4. Pour la première fois depuis plusieurs années, ce sont, pour la plupart des bénéficiaires (40 millions), des catastrophes naturelles—sécheresses, inondations ou mauvaises récoltes—qui ont rendu nécessaires des secours alimentaires d'urgence. Pour la première fois aussi depuis plusieurs années, c'est en Asie que le PAM a dû distribuer la majeure partie de ses secours alimentaires d'urgence.
5. Les principaux programmes de secours réalisés par le PAM en 1998 ont notamment été les suivants:
 - Au *Soudan*, le PAM a organisé sa plus vaste opération de largage de secours humanitaires et a décuplé son assistance pour secourir quelque 1,8 million de victimes de la famine dans le sud du pays.
 - En *République populaire démocratique de Corée*, le PAM a distribué des vivres à cinq millions de personnes, dont deux millions d'enfants de moins de six ans.



- Au *Bangladesh*, dans le cadre de la plus vaste opération d'urgence qu'il ait jamais organisée, le PAM a nourri plus de 19 millions de personnes sinistrées par les pires inondations enregistrées depuis plus d'un siècle.
- En *Chine*, le PAM a lancé sa première opération de secours d'urgence dans le pays pour faire face aux besoins alimentaires de 5,8 millions de personnes victimes des inondations les plus dévastatrices qu'ait connues le pays depuis 1954.

Sécurité du personnel affecté dans des régions dangereuses

L'année 1998 a été meurtrière pour les fonctionnaires du PAM: 12 d'entre eux ont perdu la vie à la suite d'actes de violence ou d'accidents. Le personnel civil de l'ensemble du système des Nations Unies devient de plus en plus souvent la cible d'actes de violence.

Au cours des 10 dernières années, le PAM a perdu 47 fonctionnaires assassinés, victimes d'actes de génocide ou victimes d'accidents ou de maladies du travail. Quatorze sont morts au Rwanda seulement, pour la plupart pendant la vague de génocide qui a déferlé sur le pays en 1994. Les autres ont été tués en service en Afghanistan, en Angola, au Burundi, en Ethiopie, au Kenya, au Libéria, au Mali, en Ouganda, au Pakistan, en Somalie, au Soudan et en Tanzanie.

En novembre, le PAM a dédié, au siège, une plaque à la mémoire des collègues qui ont perdu la vie au service des pauvres qui ont faim. Le PAM a également marqué la Journée internationale de la paix d'une messe à la mémoire des fonctionnaires tués au service du Programme.

Parmi les incidents violents qui se sont produits en 1998, un appareil utilisé par le PAM pour son opération de secours après le tremblement de terre survenu en Afghanistan a essuyé des coups de feu à son atterrissage à Faizabad. Dans le sud du Soudan, deux fonctionnaires du PAM n'ont dû leur salut qu'à la fuite lorsqu'un site de distribution de vivres a été attaqué, et les techniques qu'ils avaient apprises lors d'un précédent programme de sensibilisation à la sécurité ont beaucoup facilité leur évacuation sains et saufs. En septembre, un camion d'un convoi de vivres du PAM a sauté sur une mine au Rwanda. En Angola, un conducteur de la Mission d'observation des Nations Unies en Angola (MONUA) a été tué lorsqu'un convoi mixte PAM/MONUA est tombé dans une embuscade en septembre. Le 26 décembre, les 14 passagers d'un avion C-130 affrété par la MONUA ont été tués lorsque l'appareil a été abattu près de Huambo. Une semaine plus tard, un deuxième C-130 également affrété par la MONUA a été abattu, faisant neuf morts, y compris un superviseur de vols du PAM.

Le PAM, en étroite coordination avec le Bureau du Coordonnateur des mesures de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (UNSECOORD), a réalisé plusieurs évacuations de membres du personnel de secours du système des Nations Unies et d'ONG en 1998. Deux opérations, à Asmara et à Kinshasa, ont permis de mettre hors de danger 179 personnes. En Somalie, des membres du personnel humanitaire menacés d'être totalement isolés par les inondations ont également dû être évacués.

Comme l'a souligné le Directeur exécutif, "La réalité regrettable est que l'emblème des Nations Unies n'est plus une protection pour le personnel d'aide humanitaire. Les membres du personnel de secours des Nations Unies non seulement ne sont pas armés, mais encore sont là pour secourir les populations. En leur qualité de représentants du système des Nations Unies, leur personne devrait être inviolable et les actes de violence dont ils font l'objet devraient être punis avec la plus grande sévérité. Les autorités des pays concernés doivent également savoir que, si elles ne mettent pas fin à cette violence, elles en subiront les conséquences. Ce serait une solution regrettable, mais la communauté internationale doit commencer quelque part car la situation actuelle ne peut pas continuer."

Face à la recrudescence des actes de violence dirigés contre ses fonctionnaires, le PAM a constitué une équipe spéciale pour renforcer les mesures de sécurité. Il a l'intention d'organiser en 1999 un programme spécial de formation à l'intention de tous les fonctionnaires. Cette formation, qui viendra compléter un programme organisé par l'UNSECOORD, porte sur des questions comme la sécurité en voiture, les communications sur le terrain, la gestion du stress, la sécurité des convois et des aéroports et les premiers secours.



L'équipe spéciale continuera également de resserrer la collaboration avec l'UNSECOORD et les autres organismes des Nations Unies. Le PAM a déjà pris l'initiative d'élaborer les normes minimums à observer en matière de communications dans le cadre de toutes les opérations humanitaires des Nations Unies, en collaboration avec l'UNSECOORD, le Bureau de coordination des affaires humanitaires (OCHA), le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Le PAM s'est également entendu, en termes généraux, avec la communauté des ONG pour fournir, moyennant remboursement des dépenses encourues, l'assistance nécessaire pour faciliter l'évacuation des agents des ONG en cas de besoin.

Le PAM est résolu à renforcer au maximum la sécurité de son personnel. Mais les pays hôtes doivent eux aussi convenir que la sûreté et la sécurité ne se négocient pas et que, si son personnel se trouve confronté à un danger extrême, le PAM suspendra ses opérations dans le pays.

Ce que les organismes de secours veulent éviter, cependant, c'est le recours à des forces de sécurité armées. L'utilisation de gardes armés estompe la distinction entre les organismes humanitaires et les forces de maintien de la paix, ce qui ne fait que créer des problèmes supplémentaires.

Comme l'a déclaré le Directeur exécutif, "L'un des plus tristes paradoxes de l'ère contemporaine est peut-être que les agents des organismes de secours humanitaires - qui sont sans doute les véritables héros et héroïnes d'aujourd'hui - se trouvent actuellement plus exposés que jamais. Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour les protéger de sorte qu'ils puissent continuer à sauver des vies humaines."

- En août, le PAM est retourné en *Indonésie* pour secourir les populations touchées par les effets conjugués de la sécheresse et de la crise économique.
 - En novembre, le PAM a été le premier organisme de secours à entreprendre des distributions de vivres à grande échelle aux victimes du cyclone Mitch. En tout, le PAM a fourni des secours d'urgence à 1,1 million d'habitants d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua, pays les plus durement touchés.
6. Que la série de crises qui se sont succédé en 1998 ait été due à El Niño, à l'effondrement de l'activité économique, aux troubles civils ou à la guerre, une assistance du PAM demeurera nécessaire pour stabiliser la situation des groupes les plus vulnérables et pour faciliter le long et ardu processus de relèvement.
 7. Bien que les interventions d'urgence du PAM aient fait la une des journaux, une pauvreté abjecte a continué de condamner quelque 830 millions d'être humains, partout dans le monde, à une sous-alimentation chronique. Tels sont les groupes que vise l'aide au développement fournie par le PAM. Mais la diminution constante des ressources disponibles à des fins de développement a beaucoup entravé la capacité des activités de développement du PAM d'aider ceux qui ne connaissent que la faim. Les dépenses opérationnelles consacrées à des activités de développement, qui n'ont atteint que 254 millions de dollars en 1998, ont été les plus faibles depuis plus de 20 ans. (Grâce à une importante contribution supplémentaire versée par les Etats-Unis vers la fin de l'année, le montant global des contributions aux activités de développement n'a baissé que légèrement par rapport à 1997, mais la majeure partie de ces ressources additionnelles ne sera utilisée qu'en 1999.)
 8. Cela étant, le nombre de bénéficiaires des activités d'aide au développement du PAM a chuté brutalement en 1998, pour tomber à 18,4 millions.
 9. D'autres facteurs ont également contribué à cette diminution du nombre de bénéficiaires des activités d'aide au développement, parmi lesquels l'on peut citer:
 - la liquidation progressive du programme d'assistance du PAM dans certains pays;
 - les perturbations que les catastrophes naturelles ont apportées dans certains pays aux activités de développement; et



- l'insuffisance continue des capacités de gestion et des capacités techniques nationales nécessaires à la mise en oeuvre des projets dans les pays les plus pauvres.
10. Ainsi, bien que le montant total des contributions au PAM se soit élevé à 1,7 milliard de dollars en 1998, soit une progression d'un tiers par rapport à l'année précédente, cette augmentation a été imputable intégralement aux contributions versées à la suite des nombreux appels aux secours d'urgence: le PAM a distribué près de 70 pour cent des secours alimentaires d'urgence fournis dans le monde en 1998, contre 60 pour cent en 1997. Les Etats-Unis, avec plus de la moitié du total des contributions, ont été le principal donateur.
11. Toutefois, l'augmentation globale des contributions n'a pas suivi l'accroissement marqué des besoins d'aide alimentaire. Nombre d'opérations de secours du PAM ont également été entravées par le manque de ressources.

Le PAM en chiffres—1998

Le PAM a secouru 74,8 millions d'être humains parmi les plus pauvres du monde

40,1 millions de victimes de sécheresses ou de catastrophes naturelles

16,3 millions de victimes de conflits

18,4 millions de bénéficiaires d'activités d'aide au développement

Les quantités totales expédiées ou achetées localement se sont montées à 2,825 millions de tonnes de produits alimentaires

773 000 tonnes pour des projets de développement

1,563 million de tonnes pour des opérations d'urgence

489 000 tonnes pour des interventions prolongées de secours

Les dépenses opérationnelles se sont montées au total à 1 238 millions de dollars

21 pour cent des dépenses opérationnelles ont été consacrées aux activités de développement

79 pour cent des dépenses opérationnelles ont été consacrées aux activités de secours

60 pour cent des dépenses opérationnelles (secours et développement) ont été allouées aux PMA

90 pour cent des dépenses opérationnelles (secours et développement) ont été allouées aux PFRDV



50 pour cent des dépenses opérationnelles (développement) ont été allouées aux PMA
 89 pour cent des dépenses opérationnelles (développement) ont été allouées aux PFRDV

Les ressources mobilisées se sont élevées à 1 727 millions de dollars

346 millions de dollars ont été des contributions à des projets de développement
 1 027 millions de dollars ont été des contributions à des opérations d'urgence (y compris le CII et les opérations spéciales)
 322 millions de dollars ont été des contributions à des interventions prolongées de secours
 32 millions de dollars ont été des contributions à des opérations bilatérales ou d'autres formes de contributions

Activités opérationnelles réalisées en 1998

19 programmes de pays, pour lesquels il a été approuvé 1,4 milliard de dollars de ressources
 125 projets de développement (y compris les activités entreprises dans le cadre des programmes de pays approuvés), pour 254,3 millions de dollars de dépenses opérationnelles
 60 opérations d'urgence, pour 697,0 millions de dollars de dépenses opérationnelles
 23 interventions prolongées de secours et interventions prolongées de secours et de redressement, à un coût de 218,5 millions de dollars

Nouveaux engagements approuvés en 1998

8 nouveaux programmes de pays, pour lesquels il a été approuvé 214 millions de dollars de ressources et 545 000 tonnes de produits
 34 nouveaux projets de développement (y compris les activités entreprises dans le cadre de programmes de pays approuvés) et 39 révisions budgétaires, chiffre représentant des engagements de 326 millions de dollars et de 839 000 tonnes de produits
 51 nouvelles opérations d'urgence, représentant une valeur de 1,1 milliard de dollars et 2 067 108 tonnes de produits
 12 nouvelles interventions prolongées de secours ou interventions prolongées de secours et de redressement, pour une valeur de 323 millions de dollars et 628 573 tonnes de produits

12. En mai 1998, le Président de la République italienne, Oscar Luigi Scalfaro, a, en présence du Directeur exécutif du PAM, Catherine Bertini, des représentants des Etats membres du Programme et des autres organismes des Nations Unies basés à Rome et des fonctionnaires du PAM, participé à la cérémonie d'inauguration du nouveau siège du Programme.

LES OPERATIONS DU PAM DANS LE MONDE

13. En 1998, Le PAM a fourni une aide alimentaire pour des interventions dans 80 pays. Dans un autre, le PAM a fourni un appui technique pour l'exécution du programme alimentaire organisé par le pays lui-même.
14. **L'Afrique subsaharienne** a continué d'absorber la majeure partie de l'assistance du PAM: 53 pour cent du total des dépenses opérationnelles du Programme en 1998. Dans nombre de régions d'Afrique, l'année 1998 a été particulièrement difficile en raison aussi bien de catastrophes naturelles que de troubles civils, et les besoins de secours d'urgence sont restés élevés et ont représenté plus des quatre cinquièmes des dépenses opérationnelles du PAM dans la région.



15. Le PAM a continué pour la quatrième année consécutive de fournir une assistance à grande échelle à 1,4 million de victimes du conflit dans la région des **Grands Lacs** (Burundi, Ouganda, République démocratique du Congo, Rwanda et Tanzanie). Le retour épisodique de l'instabilité a rendu les opérations humanitaires particulièrement difficiles, surtout dans l'est de la République démocratique du Congo, où les organismes humanitaires ont été obligés de suspendre leurs activités à partir d'août 1998, ainsi qu'au Rwanda, où l'insécurité, entre août et novembre, a multiplié par cinq le nombre de personnes déplacées, qui dépasse aujourd'hui 500 000.
16. En **Tanzanie**, des inondations dévastatrices ont, en janvier 1998, fait disparaître par endroits la principale voie de chemin de fer en provenance de Dar-es-Salam, itinéraire emprunté par la majeure partie des secours alimentaires d'urgence destinés au Burundi, au Rwanda et à l'ouest de la Tanzanie. En 30 jours seulement, le PAM a créé une nouvelle plaque tournante à Dodoma, qu'il a équipée de magasins mobiles, d'une voie ferroviaire de déchargement indépendante et d'une vaste aire de stationnement pour les camions transportant de Dar-es-Salam les produits ne pouvant emprunter le train. Grâce à ces efforts, le PAM a réussi à maintenir sans interruption le même débit de produits—15 000 tonnes par mois—sans accroître pour autant les frais de transport.
17. En **République du Congo**, les hostilités ont perturbé les transports ferroviaires en provenance de Pointe Noire, où étaient stockés les produits alimentaires du PAM, ce qui a amené ce dernier à organiser un pont aérien temporaire pour transporter les vivres jusqu'à Brazzaville, avant de les expédier à Kinshasa par péniches.
18. Les efforts de relèvement et de réinstallation du PAM en **Angola** ont été frustrés par la reprise des hostilités, et les secours d'urgence ont dû reprendre. Sur les 350 000 bénéficiaires de l'aide du PAM, près de la moitié sont des groupes vulnérables, dont des orphelins, des victimes de mines terrestres et des enfants sous-alimentés.
19. Les plans de réinstallation de 1,7 million de réfugiés, de rapatriés et de personnes déplacées dans la **région du Libéria** (Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Libéria et Sierra Leone) ont également dû être revus à la suite d'une reprise des conflits. La violence généralisée en Sierra Leone, qui a paralysé toutes les activités humanitaires de juillet 1997 à mars 1998, a continué de limiter la distribution de secours d'urgence à quelques régions étroitement circonscrites. La production agricole dans les campagnes a chuté verticalement et le pays demeurera tributaire de l'aide alimentaire jusqu'à la fin de 1999.
20. Au Libéria même, le PAM a réorganisé tous les circuits de transport de Monrovia jusqu'aux différents points de livraison. Les entrepôts du port ont dû être remis en état, et il a été mis sur pied un atelier d'entretien des 39 camions que le PAM utilise dans le pays. Un vaste projet de remise en état des routes et des voies ferrées a été lancé dans le nord-ouest du pays, notamment pour rendre à nouveau carrossables quelque 250 kilomètres de routes utilisables par temps sec entre Gbanbga et Voinjama/Kolahun. Ces travaux contribueront à accélérer le rapatriement des réfugiés libériens, qui a été ralenti par le très mauvais état de l'infrastructure du pays.
21. La guerre civile qui a éclaté en **Guinée-Bissau** en juin a déplacé 350 000 personnes auxquelles le PAM a distribué des rations alimentaires d'urgence. L'accord de paix intervenu en novembre 1998 a permis de mettre en route quelques activités limitées de réinstallation et de relèvement, y compris des programmes vivres-contre-travail pour remettre sur pied l'infrastructure de base comme les services d'assainissement, ainsi que les activités d'alimentation scolaire et de santé maternelle et infantile qui étaient en route avant le conflit.



22. En *Afrique australe*, le mauvais temps—aussi bien sécheresses qu'inondations - a réduit la production vivrière et rendu nécessaire la fourniture d'une aide alimentaire d'urgence au Mozambique, en Tanzanie et en Zambie. A Madagascar, les récoltes ont été décimées par des infestations de criquets pèlerins. L'Unité d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité (ACV) dans la région de l'Afrique australe a joué un rôle capital en aidant à mieux cibler l'aide alimentaire, ce qui a permis d'axer plus directement les secours d'urgence dans la région sur les activités de relèvement et de redressement et en particulier sur l'organisation de "filets de sécurité".
23. Pour ce qui est des activités de développement, six programmes de pays ont été approuvés en 1998 pour la région (Ethiopie, Kenya, Malawi, Mali, Niger et Sénégal) et il a été examiné cinq schémas de stratégies de pays (SSP) (Burkina Faso, Bénin, Guinée, Ouganda et Tchad).
24. En *Somalie*, la guerre civile et les combats entre factions sont venus aggraver les effets aussi bien de la sécheresse que des inondations. La sécheresse a annihilé la récolte de "gu" (juillet-août 1997) dans les régions de Bay et de Bakool, qui sont traditionnellement le garde-manger du pays, ce qui a entraîné des déplacements massifs de la population partie à la recherche de vivres dans les moyennes et basses vallées du Chebelle et de la Djouba. Des pluies torrentielles à la fin de 1997 et au début de 1998, les pires depuis 36 ans, ont ravagé les capacités vivrières du pays, dont la capacité d'importation a été encore érodée par les interdictions des exportations de bétail, qui sont l'une des principales sources de devises. De ce fait, de plus en plus de Somalis restent tributaires de l'aide alimentaire. Toutefois, la situation n'est pas partout aussi sombre. Une paix relative règne dans certaines régions du pays, et l'opiniâtreté remarquable avec laquelle les communautés locales tiennent à normaliser la situation a permis au PAM de mettre en route un programme de relèvement et de redressement tendant notamment à remettre en état les puits, étangs et réseaux d'irrigation et à réparer les écoles primaires et les dispensaires.
25. Environ 85 pour cent de l'aide alimentaire destinée à l'*Ethiopie* est normalement importée par les ports d'Assab et de Massawa, en Erythrée. L'éclatement d'hostilités entre l'Erythrée et l'Ethiopie, en mai 1998, a obligé de détourner les expéditions d'aide alimentaire vers Djibouti, ce qui a entraîné une sérieuse congestion du port et des moyens de transport. Le PAM a accru ses capacités d'entreposage aussi bien dans l'enceinte du port qu'à l'extérieur afin d'accélérer la rotation des navires et de réduire au minimum les perturbations des opérations de déchargement. En outre, le PAM a constitué une flotte spéciale de camions—le système de transport d'aide alimentaire—qui comprend de 120 à 250 poids-lourds (leur chiffre varie selon le volume des produits que le PAM doit transporter) appartenant à des entreprises privées pour transporter les secours entre Djibouti et les différents points de destination en Ethiopie. Les installations d'entreposage du PAM à Djibouti et le système de transport de l'aide alimentaire ont été mis à la disposition de tous les organismes des Nations Unies et de tous les autres organismes de secours qui opèrent en Ethiopie, et ils ont été utilisés par Euronaid pour assurer la réexpédition de secours alimentaires en 1998. Il a également été conclu un accord avec l'USAID concernant l'utilisation de ses facilités.

Le sud du Soudan à nouveau plongé dans la famine

Le PAM a lancé en 1998 sa plus vaste opération de largage de secours alimentaires, de mauvaises récoltes et d'après combats dans le sud du Soudan ayant créé une situation de famine et des déplacements massifs de populations. Au début de l'année, les restrictions imposées par le gouvernement, la recrudescence des combats et de fortes pluies, qui ont rendu impraticables nombre



d'itinéraires déjà en mauvais état, ont compliqué l'accès à la région. Le PAM a néanmoins pu pendant l'année distribuer quelque 116 000 tonnes de vivres, effort auquel le Royaume-Uni et les Etats-Unis ont beaucoup contribué.

Les activités du PAM ont été centrées sur la région la plus durement touchée, celle de Bahr el Ghazal, où vivaient 70 pour cent du nombre total des bénéficiaires des secours du PAM. L'accord de cessez-le-feu intervenu en juillet 1998 a permis au PAM d'accroître considérablement ses activités de distribution de vivres. Au plus fort de la crise, entre juillet et septembre, le PAM secourait 1,85 million de personnes.

Pour faire face à une situation d'urgence d'une telle envergure, le PAM a constitué en juillet une équipe spéciale de fonctionnaires de différents bureaux de pays et du siège du PAM. L'équipe spéciale, composée de spécialistes de la logistique, de l'évaluation des besoins, de la mobilisation des ressources, des communications et des ressources humaines, a eu largement recours aux nouveaux systèmes de communication du PAM et s'est tenue quotidiennement en contact, au moyen d'appels groupés par satellite, avec les agents sur le terrain. Les donateurs et les partenaires opérationnels ont été tenus pleinement informés au moyen de bulletins quotidiens d'information et de rapports mensuels.

Le PAM a porté son escadrille de cinq à 18 appareils pour distribuer des vivres à partir de ses bases aériennes de Lokichoggio et de Nairobi (Kenya) et d'El Obeid et de Khartoum (Soudan). Plusieurs pays d'Europe ont fourni des appareils supplémentaires et ont détaché des techniciens de leurs forces aériennes. Des péniches venues du nord du Soudan et des convois de camions opérant à partir de Koboko (Ouganda) et de Lokichoggio (nord du Kenya) ont complété les largages de vivres.

A la fin de l'année, plus de 130 agents du PAM étaient sur le terrain pour s'occuper des distributions de vivres et les surveiller et s'assurer que l'assistance du PAM était convenablement ciblée.

A la suite de ces efforts de secours, la situation nutritionnelle dans son ensemble s'est considérablement améliorée: il ressort par exemple d'une enquête réalisée par une ONG que les taux globaux de malnutrition à Ajiep, l'une des régions les plus touchées, étaient tombés de 80 pour cent en juillet 1998 à 14 pour cent au début janvier 1999. Dans certaines régions, toutefois, près de la moitié des enfants continuaient de souffrir de malnutrition grave à la fin de l'année. En dépit du cessez-le-feu, la sécurité est restée précaire, tandis que les efforts de secours ont continué d'être entravés par les inondations et le mauvais état de l'infrastructure à terre.

Le plus paradoxal est que la récolte d'octobre 1998 aurait pu être très bonne mais que la plupart des personnes déplacées par de conflits n'ont pas pu en profiter, n'ayant pas accès à leurs terres. Ainsi, des secours alimentaires d'urgence demeureront nécessaires. Le PAM a lancé un certain nombre de projets pour remettre en état les routes, voies ferrées et péniches dans la région et réduire ainsi le coût du transport des secours alimentaires.

Bien que la sécheresse et les inondations soient venues aggraver le sort de la population du sud du Soudan, c'est la persistance du conflit qui constitue la cause profonde des difficultés du pays. Comme l'a dit le Directeur exécutif dans une déclaration à la presse en décembre, "Les autorités ont la responsabilité morale de veiller à ce que la paix soit sauvegardée. Ce n'est qu'ainsi que les Soudanais pourront avoir une chance de reprendre pied et d'entreprendre le long parcours qui leur permettra de se relever".

26. **L'Asie** est la région où, cette année encore, vivent le plus de bénéficiaires des activités d'aide au développement. En 1998, toutefois, c'est dans cette région aussi qu'ont été menées les opérations d'urgence de plus grande envergure.
27. A la suite d'inondations sans précédent, le PAM a distribué des secours d'urgence à 19 millions de sinistrés au **Bangladesh** et à 5,8 millions de sinistrés en **Chine**.
28. En **Afghanistan**, deux forts tremblements de terre, l'un en février et l'autre en juin, ont fait en tout plus de 9 000 morts. Il a fallu s'attacher en priorité à distribuer des secours et à aménager des abris temporaires pour les sinistrés qui avaient tout perdu, y compris leurs vivres, ensevelis sous des tonnes de débris et de boues. Le PAM et ses partenaires opérationnels, dont d'autres organismes des Nations Unies, les organisations non gouvernementales et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), ont utilisé des



hélicoptères pour évacuer les survivants et transporter des fournitures d'urgence comme médicaments, tentes et couvertures jusqu'à la région sinistrée.

29. Les programmes de distribution de vivres au réfugiés et aux personnes déplacées se sont poursuivis en *Afghanistan*, au *Cambodge*, au *Myanmar*, au *Népal*, au *Pakistan* et à *Sri Lanka*.

République populaire démocratique de Corée

Depuis 1995, une série de catastrophes naturelles, qui sont venues s'ajouter à de graves difficultés économiques, ont eu un effet désastreux sur la situation des approvisionnements alimentaires en République populaire démocratique de Corée. Le PAM considère que le pays est aux prises avec une "famine au ralenti", les gens essayant de survivre année après année, mais souvent en vain. La plupart des enfants se trouvent dans une situation si précaire que toute maladie ou toute pénurie les met rapidement en danger de mort.

Le PAM a pour politique que ses contrôleurs doivent avoir accès aux points de distribution des vivres pour veiller à ce que ceux-ci parviennent à leurs destinataires. Lorsqu'elle s'est rendue dans le pays en avril, le Directeur exécutif a fait savoir aux autorités gouvernementales que le PAM serait obligé de suspendre ses opérations dans les pays où il ne serait pas autorisé à surveiller la distribution de vivres. De ce fait, en mai, le PAM a réduit ses opérations à 171 des 211 districts du pays.

C'est très à contrecœur que le PAM a pris cette décision, car elle signifie qu'environ 750 000 personnes, pour la plupart des femmes et des enfants, ne recevront pas les vivres dont elles ont un besoin urgent de la communauté internationale, mais le PAM doit pouvoir rassurer ses donateurs qu'il est en mesure de surveiller l'aide alimentaire fournie par ses soins.

Selon les résultats de la première enquête par sondage sur la nutrition, réalisée par le PAM, l'UNICEF et l'Union européenne en septembre/octobre 1998, 16 pour cent des jeunes enfants souffrent d'émaciation et de malnutrition aiguë, et 60 pour cent de malnutrition chronique. La République populaire démocratique de Corée est donc l'un des pays du monde où les taux de malnutrition sont les plus élevés. A la différence de la plupart des autres pays, le taux de malnutrition est plus élevé chez les garçons que chez les filles.

Dix-huit équipes, dirigée chacune par un expert international de l'un des trois organismes chargés de l'enquête, ont interrogé 3 600 ménages dans 130 districts de huit des neuf provinces du pays.

La constatation qu'un très grand nombre d'enfants souffrent de malnutrition aiguë à des périodes cruciales de leur croissance, et notamment de leur développement psychomoteur, est extrêmement troublante et conduit à craindre que les aptitudes physiques et mentales de cette génération d'enfants soient irréparablement affectées.

A la fin de l'année, le PAM avait fourni une assistance à plus de cinq millions de bénéficiaires. Des problèmes de ressources ont entravé certains aspects de l'opération. Les contributions ont revêtu la forme principalement de céréales, et il y a eu de graves pénuries de légumineuses, d'huile et d'aliments mélangés qui auraient permis de mieux équilibrer l'assortiment alimentaire. Il n'a pas été fourni non plus de biscuits à forte teneur en protéines, qui auraient été distribués comme en-cas à 1,6 million d'élèves des écoles pour les aider à concentrer leur attention et à apprendre. De nouvelles dispositions ont maintenant été prises pour obtenir ces biscuits d'une usine locale.

En novembre, il a été ouvert à Pyongyang, avec l'assistance du PAM, une usine qui doit fabriquer un aliment mélangé à forte teneur en énergie, en protéines et en micronutriments qui sera distribué aux enfants. L'on estime qu'en fabriquant localement des aliments mélangés plutôt qu'en les important, l'on pourra réduire de 20 à 50 pour cent le coût de distribution de ce produit. Le PAM livre des produits alimentaires de base—maïs, soja et sucre—à l'usine et l'UNICEF fournit les vitamines et minéraux nécessaires pour enrichir les aliments mélangés. Le gouvernement, pour sa part, fournit la main-d'oeuvre, les services de gestion et les services publics nécessaires au fonctionnement de l'usine.

30. Les activités de reconstruction se sont poursuivies au *Tadjikistan*, où il a été mis en oeuvre un programme pilote pour aider les bénéficiaires à cultiver leurs propres aliments.



31. En Asie, l'assistance du PAM a tendu à nourrir les mères et les enfants pendant des périodes critiques de leur vie au moyen de projets de développement réalisés au *Bhoutan*, en *Inde*, au *Pakistan* et au *Viet Nam*. En Inde, le PAM a entrepris un projet pilote pour confier aux femmes des populations tribales la responsabilité de traiter et de fabriquer un aliment mélangé spécial au moyen de technologies simples et bon marché. Cette initiative a permis à la fois de renforcer les compétences et la confiance en soi des femmes et d'accroître leurs revenus. Au Bhoutan, où le terrain montagneux empêche nombre d'enfants de fréquenter l'école tous les jours, le PAM a distribué des articles non alimentaires afin d'améliorer les conditions de vie des foyers de pensionnats pour filles et d'encourager ainsi un plus grand nombre d'entre elles à tirer parti des services d'éducation offerts.
32. Dans le cadre du projet de promotion du développement des groupes vulnérables réalisé au *Bangladesh*, l'aide alimentaire du PAM a pour but de former des femmes pauvres pour qu'elles puissent devenir autonomes. Il a été décidé dernièrement d'orienter davantage ce projet sur une approche de zone qui, grâce à une collaboration avec le projet d'encouragement aux petites exploitations réalisées par le FIDA, offrira aux bénéficiaires de nouveaux moyens de renforcer leur sécurité alimentaire.
33. A la demande du Gouvernement de la *Papouasie-Nouvelle-Guinée*, et avec un soutien bilatéral du Gouvernement australien, le PAM a entrepris sa première intervention ciblée d'assistance technique. Ce projet a été organisé pour mettre les pouvoirs publics mieux à même d'entreprendre un programme d'aide alimentaire d'urgence à l'intention d'un million de personnes environ dont les récoltes avaient été ravagées par la sécheresse et le gel au moyen de vivres fournis sur une base bilatérale ou achetés par le gouvernement. L'assistance du PAM a consisté à détacher un économiste spécialisé dans la sécurité alimentaire, un spécialiste de la logistique et un expert de la conception et du ciblage des projets. Ces agents, avec l'appui du bureau local du PNUD, ont aidé le gouvernement à évaluer les besoins, à formuler des plans de distribution et à rédiger des contrats d'achat et de transport. Ils ont également aidé les agents locaux à organiser la manutention d'une volumineuse expédition d'aliments en vrac.
34. En **Europe et dans la Communauté d'Etats indépendants (CEI)**, l'accent a été mis sur le soutien aux activités de relèvement et de redressement à la suite desquelles le PAM pourra progressivement mettre fin à son assistance.
35. Dans le *Caucase*, le PAM a continué à réorienter ses activités vers les programmes de redressement: ainsi, il a introduit de nouvelles activités vivres-contre-travail, notamment pour réparer des immeubles et des usines et pour remettre en état les routes, les canalisations d'eau et de chauffage, les égouts et les canaux d'irrigation et de drainage. Le Groupe consultatif pour la logistique dans le Caucase a cessé ses activités en juin après avoir aidé à remettre sur pied le système de transports ferroviaires dans la région.
36. Prévoyant de mettre fin à ses activités en *Bosnie-Herzégovine* en juin 1999, le PAM a continué de mettre l'accent sur les activités de relèvement afin de faciliter un transfert méthodique des responsabilités aux organismes d'assistance sociale du gouvernement.
37. La crise au *Kosovo* ne cessant d'empirer, le PAM a organisé une opération régionale d'urgence pour distribuer des vivres à quelque 400 000 réfugiés et personnes déplacées, dont beaucoup avaient été bloqués par les combats en mars 1998. La recrudescence des hostilités, à la fin de l'année, a forcé encore plus de familles à quitter leurs foyers et à solliciter le secours d'organismes humanitaires comme le PAM. Ce dernier a renforcé son bureau en République fédérative de Yougoslavie pour gérer la crise au Kosovo et



poursuivre le programme d'aide aux réfugiés en *Bosnie-Herzégovine* et en *République fédérative de Yougoslavie*.

La nature en folie, encore aggravée par l'action de l'homme

En 1998, trois catastrophes naturelles majeures—en Chine, au Bangladesh et en Amérique centrale—n'ont pas seulement été une manifestation de la force de la nature. Elles ont causé des dégâts considérables parce que la dégradation de l'environnement avait rendu les communautés plus vulnérables. Et, chaque fois, ce sont les pauvres qui ont le plus souffert.

En Chine, des pluies incessantes, entre mars et septembre, ont causé dans la région du Yangtze les pires inondations depuis 1954. Ces inondations ont fait plus de 3 000 morts, ont détruit cinq millions de logements et déplacé plus de 223 millions de personnes—un cinquième de la population chinoise—dans 29 provinces. Ces inondations ont été plus meurtrières qu'elles ne l'auraient autrement été car l'abattage des arbres et l'urbanisation ont fait disparaître 85 pour cent des forêts du bassin du Yangtze. Tirant la leçon de ces catastrophes, plusieurs provinces ont interdit l'abattage des arbres dans certaines zones, ont entrepris des campagnes de reboisement et ont fermé plusieurs entreprises d'exploitation forestière.

Pour aider à faire face à cette catastrophe, le PAM a lancé sa première opération de secours d'urgence en Chine et a fourni pour 90,9 millions de dollars d'assistance pour distribuer des secours alimentaires à 5,8 millions de personnes vulnérables dans les provinces les plus sinistrées. Les bénéficiaires ont reçu des distributions gratuites de vivres le premier mois. Avec le recul des crues, ils ont participé, dans le cadre d'activités "vivres-contre-travail" à la remise en état des logements, à la réparation des puits, au nettoyage des terres et des canaux d'irrigation et à la rénovation des chemins ruraux.

Au Bangladesh, les crues ont inondé les deux tiers du territoire national pendant plus de deux mois. Le gouvernement estime que les inondations ont détruit 300 000 tonnes de riz, 600 000 logements, plus de 9 000 kilomètres de routes et 4 000 kilomètres de digues de protection contre les crues.

Pour la première fois depuis 1989, le PAM a fourni une aide alimentaire d'urgence aux victimes de cette catastrophe et a lancé une opération de secours, d'une valeur de 83,7 millions de dollars, à l'intention de 19 millions de personnes ayant tout perdu dans les inondations. Cette opération d'urgence a été, par le nombre de personnes assistées, la plus vaste de l'histoire du PAM.

Le PAM a distribué des vivres dans le cadre des programmes d'alimentation des groupes vulnérables réalisés par le Ministère de la gestion des catastrophes et des secours, en accordant la priorité aux ménages dirigés par des femmes et aux ménages sans abri.

En novembre, le cyclone Mitch, que les scientifiques ont décrit comme étant le cyclone le plus destructeur qui se soit jamais abattu sur l'hémisphère occidental, a fait quelque 10 000 morts ou disparus en Amérique centrale, a causé pour cinq milliards de dollars de pertes économiques et a endommagé ou détruit de 30 à 80 pour cent des récoltes.

La dévastation semée par le cyclone Mitch a été considérablement aggravée par un déboisement à grande échelle et la culture de terres marginales, qui ont provoqué des glissements de terrain. L'absence de gestion adéquate des bassins versants a également aggravé les inondations. Les pauvres, qui vivent dans des régions marginales exposées comme les rives des cours d'eau et les vallées escarpées, ont été les plus durement touchés par la catastrophe.

Dans les 48 heures du cyclone, le PAM a puisé dans les stocks qu'il avait constitués sur place pour distribuer des vivres à 125 000 personnes au Nicaragua, 100 000 au Honduras, 63 000 au Guatemala et 57 000 en El Salvador. Grâce aux stocks existants, initialement destinés à des programmes de développement en cours, le PAM a été le premier organisme de secours à entreprendre une distribution majeure de vivres aux victimes du cyclone au Nicaragua.

Le PAM a considérablement élargi ses distributions de vivres aux victimes en Amérique centrale dans le cadre d'une opération d'urgence de six mois, d'une valeur de 62,7 millions de dollars, visant à secourir 1,1 million de personnes, presque tous sans abri, ayant perdu leurs moyens de subsistance traditionnels et n'ayant pas d'argent pour acheter les quelques aliments disponibles localement. Sans cette assistance d'urgence, l'état nutritionnel de ces populations se serait très sérieusement dégradé.



38. Dans le cadre du programme de réorganisation du PAM, le Bureau régional pour le **Moyen-Orient et Afrique du Nord** a été réinstallé au Caire en 1998. Les efforts déployés par le PAM dans la région ont tendu principalement à promouvoir, par un effet de catalyseur, l'adoption par les gouvernements de politiques tendant à donner aux pauvres de meilleures possibilités d'améliorer leurs conditions de vie.
39. Dans les communautés agricoles pauvres d'*Egypte*, l'aide alimentaire du PAM a aidé à élargir et à stabiliser les moyens de subsistance et à diversifier les possibilités d'activités génératrices de revenus. L'un de ces projets a entraîné une réforme radicale de la politique gouvernementale d'allocation des terres, qui privilégie désormais non plus les jeunes diplômés mais les agriculteurs sans terre, hommes et femmes, de la région. Les projets de peuplement en Egypte ont également encouragé le développement de la participation communautaire à la prise de décisions sur des questions comme l'emplacement des peuplements principaux, la construction de routes, l'allocation des fonds obtenus et l'administration des systèmes d'irrigation.
40. Au *Yémen*, l'aide alimentaire du PAM a aidé les ménages pauvres qui exploitent la terre dans des régions d'agriculture pluviale marginale à bénéficier d'initiatives locales tendant à renforcer la sécurité alimentaire. La participation des communautés a facilité la planification des activités et le ciblage de l'assistance du PAM.
41. Au *Maroc*, des conseils communautaires et des associations de parents participent au programme d'alimentation scolaire appuyé par le PAM, premier pas sur la voie d'une autogestion locale et de la délégation aux communautés de la pleine responsabilité du programme d'alimentation scolaire.

Le PAM et l'accord "pétrole-contre-vivres"

Par sa résolution 986, le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies a autorisé l'Iraq à vendre du pétrole pour acheter des vivres et des fournitures humanitaires. Le PAM a joué un rôle majeur dans la mise en oeuvre de l'accord "pétrole-contre-vivres" en observant l'efficacité, l'équité et l'adéquation des activités mises sur pied par le gouvernement pour distribuer des vivres à 22 millions d'habitants du pays. Dans les trois gouvernorats du nord du pays, le PAM se charge de la distribution de vivres à plus de trois millions de personnes.

En 1998, le PAM a employé 27 observateurs internationaux et plus de 200 observateurs nationaux pour superviser la distribution de 4,76 millions de tonnes de vivres. En tout, le PAM a procédé à plus de 250 000 observations pendant l'année, dont 5 600 entrepôts de vivres, 75 000 vérifications auprès des agents chargés de la distribution de vivres et de farine et 160 000 sondages auprès des ménages.

La ration générale distribuée dans le cadre de l'accord "pétrole-contre-vivres" devrait suffire à satisfaire les besoins nutritionnels de chacun, mais, au début, les distributions ont été erratiques et ce n'est qu'au second semestre de 1998 que tous les ménages d'Iraq ont commencé à recevoir un assortiment alimentaire complet ou presque complet. Ainsi, le PAM a organisé une opération d'urgence pour assurer le relais en attendant que le système de distribution de vivres fonctionne comme il convient, en s'attachant à atteindre les groupes vulnérables qui n'avaient pas reçu leurs rations complètes. A mesure que la distribution de l'assortiment alimentaire complet s'est généralisée, le PAM a peu à peu réduit l'ampleur de cette opération d'urgence, en ciblant son aide sur les familles ayant des enfants sous-alimentés de moins de cinq ans ainsi que sur les malades des hôpitaux ou d'institutions d'assistance sociale—dont le nombre dépasse encore un million de personnes—en vue de l'introduction d'une intervention prolongée de secours et de redressement en 1999.



Bien que la situation alimentaire en général se soit améliorée, il ressort d'une étude de l'efficacité des premières phases du programme "pétrole-contre-vivres" réalisée à la demande du Secrétaire général de l'ONU en janvier 1998 que la dégradation de l'infrastructure en Iraq, en particulier dans les domaines de la santé et de l'assainissement, a entraîné une diminution générale du bien-être des populations iraqiennes. Le Secrétaire général a demandé que la valeur du pétrole que l'Iraq est autorisé à vendre tous les six mois dans le cadre de l'accord soit portée de 2,14 à 5,25 milliards de dollars. Cette recommandation est entrée en vigueur en juin.

Toutefois, en raison de la faiblesse des cours mondiaux du pétrole et de l'insuffisance de ses capacités de pompage, l'Iraq n'a pu exporter que pour un peu plus de trois milliards de dollars de pétrole pendant le second semestre de 1998, soit un chiffre nettement inférieur au plafond approuvé de 5,25 milliards de dollars. Simultanément, la gravité de la situation, pour de nombreux Iraquiens, a été mise en relief par une enquête nutritionnelle réalisée en octobre 1998 par l'UNICEF et le Ministère de la santé, dont il ressort que les taux de malnutrition demeurent élevés, spécialement chez les enfants de moins de cinq ans, et que l'état nutritionnel des nouveau-nés ne s'est guère amélioré en dépit d'une plus grande disponibilité d'aliments. Cette situation était imputable principalement à l'insuffisance des ressources nécessaires pour améliorer les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement, les services de santé, les services d'éducation et la distribution d'énergie électrique, autant d'éléments qui sont importants si l'on veut améliorer la nutrition.

42. *A Gaza et sur la Rive occidentale*, l'assistance du PAM a revêtu la forme d'un soutien nutritionnel en faveur des femmes et des enfants.
43. L'on a également assisté dans la région à un infléchissement des politiques gouvernementales qui s'est traduit par une amélioration de la condition sociale et économique des femmes. Parmi ces changements, il convient de citer:
 - la modifications des conditions d'octroi de crédits en faveur des femmes participant aux projets appuyés par le PAM en *Syrie*;
 - une dérogation aux règles de superficie minimum visant à aider les femmes pauvres à participer à des projets de bonification des terres en *Jordanie* et en *Syrie*; et
 - l'adoption de mesures visant à garantir que les conjoints (habituellement des femmes) aient une part des terres allouées dans le cadre des programmes de peuplement en *Egypte*.
44. Dans la région de l'**Amérique latine et des Caraïbes**, les activités de secours ont représenté une proportion croissante de l'assistance du PAM, leur valeur passant de deux pour cent des dépenses opérationnelles en 1996 à 18 pour cent en 1998. Le Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes a été réinstallé à Managua en 1998. Ce bureau décentralisé s'est trouvé bien placé pour permettre au PAM de réagir rapidement aux catastrophes provoquées par El Niño.
45. Lorsque le cyclone Mitch a déferlé sur l'**Amérique centrale** à la fin de l'année, le PAM avait déjà mis en route une opération régionale d'urgence pour secourir les familles affectées par la sécheresse causée par El Niño. Les produits initialement destinés à cette opération d'urgence et à des projets de développement dans les pays sinistrés ont permis au PAM d'entreprendre une distribution immédiate de vivres aux victimes de la catastrophe. Le PAM a aussi acheté immédiatement des aliments sur place en utilisant le Compte d'intervention immédiate (CII). En outre, 10 000 tonnes de maïs en vrac ont été expédiées à Puerto Cortes, au *Honduras*. Comme le port n'a pas l'habitude de recevoir des expéditions en vrac aussi considérables et n'a pas de matériel d'ensachage, le PAM a envoyé avec le navire des unités mobiles d'ensachage qui ont permis de le décharger dès son arrivée.
46. En consultation avec ses spécialistes de la nutrition, le PAM a mis au point pour les victimes du cyclone Mitch un assortiment alimentaire spécifiquement adapté aux coutumes



locales, composé principalement de riz, de maïs, de poisson en conserve et d'huile végétale.



Progrès réalisés en 1998

CIBLAGE DES ACTIVITES SUR LES PAYS LES PLUS DEMUNIS

47. L'objectif du PAM est de faire en sorte que 90 pour cent au moins de ses dépenses opérationnelles pour le développement soient allouées aux pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV), 50 pour cent au moins du total devant aller aux pays les moins avancés (PMA). En 1998, ce dernier objectif a été atteint, mais les PFRDV n'ont absorbé que 89 pour cent des dépenses opérationnelles allouées au développement.

Ciblage des ressources sur les groupes de bénéficiaires les plus pauvres— analyses ACV et SICIVA

48. L'Unité de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité (ACV) du PAM réalise des analyses de la sécurité alimentaire dans 40 pays. Le principal objectif de l'ACV est d'améliorer le ciblage de l'aide alimentaire du PAM en faisant mieux comprendre la dynamique qui mène de la sécurité alimentaire à la vulnérabilité et à l'insécurité alimentaire.
49. Le Plan d'action adopté par le Sommet mondial de l'alimentation a encouragé les pays à mettre au point des "systèmes d'information et de cartographie de l'insécurité et de la vulnérabilité alimentaires" (SICIVA) pour aider à identifier les régions et les populations qui sont affectées par la faim et par la malnutrition ou qui y sont exposées. Ces systèmes ont essentiellement pour but de rassembler des informations à l'intention des décideurs et des organes de la société civile qui sont appelés à s'occuper dans le pays des questions liées à la sécurité alimentaire. Les SICIVA peuvent également aider à suivre les progrès accomplis sur la voie de la réalisation des objectifs mondiaux fixés lors du Sommet mondial de l'alimentation.
50. Le PAM a participé au Groupe de travail interinstitutions qui a été constitué pour élaborer la politique générale concernant la mise en place des SICIVA et, avec la FAO, a financé un appui technique aux activités entreprises à cette fin. Sur la suggestion du PAM et avec une participation financière et technique de celui-ci, le Groupe de travail doit entreprendre une expérience concrète en Equateur en 1999. Le PAM mène également les activités visant à mettre en place un SICIVA en Chine. En outre, les services régionaux d'ACV du PAM ont incorporé à leurs programmes de travail des activités visant à faciliter la mise en place de ces systèmes.
51. Les analyses réalisées par les groupes ACV du PAM aident ce dernier à élaborer une typologie des ménages qui vivent dans l'insécurité alimentaire et à mettre en place des opérations d'aide alimentaire permettant de mieux satisfaire leurs besoins. Les principales activités de ces groupes sont les suivantes:
- Rassembler et analyser des données sur la sécurité alimentaire, habituellement au moyen des séries de données existantes, mais aussi, à l'occasion, d'études spéciales



- Conception de cadres, de méthodes et d'outils en vue d'améliorer l'exactitude des analyses de la sécurité alimentaire
 - Développement des capacités humaines et institutionnelles nécessaires pour mener à bien ces activités de collecte et d'analyse de données au PAM et au sein des institutions des gouvernements hôtes
 - Intégration des analyses ACV à la programmation des activités de renforcement de la sécurité alimentaire, et fourniture d'une assistance aux fonctionnaires du PAM, aux donateurs et aux bénéficiaires pour les aider à mieux comprendre et intégrer les résultats et les incidences des analyses de la sécurité alimentaire à la conception et à l'exécution des activités d'aide alimentaire.
52. Le projet d'ACV en Afghanistan a débouché sur l'élaboration de la première carte économique du pays, qui illustre la vulnérabilité relative de différentes régions à l'insécurité alimentaire. Grâce à ce travail, l'on comprend mieux, aujourd'hui, quelles sont les régions du pays qui ont le plus besoin de l'assistance du PAM et quelles sont les personnes les plus vulnérables et les causes de leur vulnérabilité. Cette analyse a également permis au bureau du PAM dans le pays d'affiner les critères utilisés pour cibler l'aide alimentaire et d'évaluer avec plus de précision le tonnage de vivres requis —aussi bien en période normale qu'en situation d'urgence—pour garantir la sécurité alimentaire.
53. Dans le cadre du projet de développement réalisé en collaboration par le PAM et le FIDA en Chine, les activités d'ACV aident à identifier les régions les plus vulnérables et les facteurs qui contribuent le plus à cette vulnérabilité et permettent ainsi d'améliorer le ciblage du programme d'assistance.

Les membres du Conseil d'administration, témoins oculaires de l'action du PAM

En 1998, des membres du Conseil d'administration se sont rendus en Ethiopie, au Guatemala et au Nicaragua pour constater de première main comment sont exécutés les activités et les projets du PAM, principalement dans le domaine de l'aide au développement.

Les membres du Conseil ont été impressionnés par la qualité des projets et la contribution que l'aide alimentaire pouvait apporter à la solution des problèmes de l'insécurité alimentaire. Ils ont relevé le dévouement et l'enthousiasme avec lesquels les équipes des bureaux du PAM s'employaient à relever les défis très réels auxquels ils étaient confrontés dans la mise en oeuvre des politiques et des programmes du PAM dans la pratique, ainsi que la volonté manifeste des autorités gouvernementales, à tous les niveaux, de garantir le succès des programmes, de même que leur professionnalisme. Les membres du Conseil ont souligné la nécessité de resserrer la coopération et la coordination des différents protagonistes, particulièrement sur le terrain, si l'on voulait que les résultats soient efficaces.

La visite des membres du Conseil en Amérique centrale a coïncidé avec le cyclone Mitch, ce qui, involontairement, leur a donné une occasion précieuse de voir comment le PAM réagit face à des situations d'urgence aussi soudaines. Ayant constaté l'ampleur des dégâts causés par le cyclone, les membres du Conseil ont suggéré la possibilité d'incorporer aux projets de développement des mesures visant à ménager une certaine marge de manoeuvre pour pouvoir préparer les pays à l'éventualité d'une catastrophe et à en atténuer les effets.



AMELIORATION DE L'EFFICACITE DES OPERATIONS

De la crise au redressement—une nouvelle approche

54. L'expérience acquise par le PAM en présence de situations d'urgence prolongées ou complexes a démontré que les secours de type classique—une crise étant considérée comme un événement ponctuel anormal sans rapport avec le développement—ne permet souvent pas de satisfaire pleinement les besoins de populations qui essaient de survivre en périodes de crise. Dès que l'objectif immédiat, qui est de sauver des vies humaines, a été atteint, l'assistance du PAM devrait tendre à garantir la satisfaction des besoins alimentaires à plus long terme en introduisant des activités de développement pour appuyer les efforts humanitaires. Les interventions prolongées de secours et de redressement (IPSR), nouvelle catégorie d'activités introduite en 1998 en remplacement des IPS, mettent en relief l'importance qu'il y a à passer aussi rapidement que possible des secours au relèvement, à la reconstruction et à une reprise durable.
55. Les activités de redressement doivent être planifiées dès la phase d'urgence. En intégrant des activités de développement aux programmes d'urgence à un stade aussi précoce que possible, l'on peut mieux répondre aux besoins des bénéficiaires, réduire la dépendance à l'égard de l'aide alimentaire, encourager la production locale et aider à revivifier les marchés alimentaires. L'un des traits distinctifs des IPSR est que les objectifs assignés aux activités de développement entreprises pendant la période de redressement et l'impact qui en est attendu ne doivent pas être trop ambitieux et doivent tenir compte de la situation du pays en raison des hésitations inhérentes au processus de transition qui mène des secours au développement.
56. Il est essentiel, dans le contexte des interventions prolongées de secours et de redressement, de nouer des partenariats afin de mieux relier les secours et les activités de développement.
57. En 1998, les trois premières IPSR ont été approuvées pour l'Afghanistan, le Cambodge et le Népal. L'Afghanistan est un bon exemple de la souplesse indispensable que les IPSR apportent en période d'instabilité et de changements constants de la situation. Deux scénarios indépendants ont été proposés selon la situation de la sécurité et des droits de l'homme: des secours accompagnés d'activités limitées de redressement, et des secours assortis d'un effort de redressement plus intense. Dans le premier cas de figure, l'accent serait mis sur la fourniture aux groupes vulnérables de l'assistance dont ils auraient besoin pour survivre, les seules activités de redressement envisagées consistant à remettre en état les systèmes d'approvisionnement en eau potable dans le cadre d'activités vivres-contre-travail. Dans le second scénario, un accent plus marqué serait mis sur les activités vivres-contre-travail, vivres-contre-semences et vivres-contre-formation, afin de promouvoir le redressement socio-économique des populations rurales.
58. Le Cambodge illustre les différents types et la plus longue échéance des activités à réaliser pour permettre aux populations, pendant la période de redressement, de recouvrer leurs moyens de subsistance. Un élément majeur de cette IPSR consiste à utiliser des activités vivres-contre-travail pour remettre en état et développer l'infrastructure communautaire, les plantations de village, les exploitations agricoles et les banques de semences, cette aide alimentaire devant aider à prévenir de nouvelles pénuries. Les autres activités réalisées au niveau des villages tendent à fournir des secours immédiats à ceux qui ont faim et à empêcher que les activités génératrices de revenus, déjà vulnérables, ne continuent de se raréfier. Un exemple intéressant de la perspective à long terme qui inspire cette IPSR est que les communautés bénéficiaires doivent commencer par prendre



l'engagement d'entretenir pendant deux ans des ouvrages construits dans le cadre des activités vivres-contre-travail afin d'accroître la durabilité des résultats.

Politique du PAM en matière d'environnement

59. La dégradation de l'environnement contribue à l'insécurité alimentaire en sapant la base de ressources naturelles dont est tributaire la survie des communautés locales pauvres. Le PAM a adopté un certain nombre d'initiatives pour intégrer une action environnementale à ses interventions aussi bien de secours que de promotion du développement, et a notamment entrepris en 1998, en collaboration avec le HCR, d'identifier des pratiques rationnelles de gestion de l'environnement dans les régions où se trouvent de vastes populations de réfugiés.
60. Sur la base de l'expérience acquise, le PAM a maintenant pour politique de veiller à ce que les questions environnementales soient systématiquement prises en compte aux stades de la conception et de l'exécution de tous ses programmes et interventions.
61. Dans le cadre de cette politique, le PAM a identifié les principales caractéristiques d'une programmation écologiquement rationnelle des activités. Il faut notamment:
- Veiller à prendre en considération les incidents, des points de vue énergétique et environnemental, de l'assortiment alimentaire distribué par le PAM. Par exemple, il conviendra, pour déterminer la composition de l'assortiment alimentaire, de tenir compte des différentes quantités de combustible nécessaire pour cuire différents types d'aliments et prévoir des mesures appropriées (par exemple en distribuant du combustible ou en encourageant l'adoption de méthodes de cuisson à faible consommation de combustible) pour contribuer à ralentir le déboisement.
 - Entreprendre des études environnementales dans le cas de certains types d'interventions. De telles études seront nécessaires dans le cas des activités de développement réalisées dans les domaines de la gestion des ressources naturelles ou de la création d'ouvrages, par exemple celles qui tendent à remettre en état les routes et les systèmes d'irrigation ou d'approvisionnement en eau. En pareille situation, une assistance technique sera sollicitée des organismes de contrepartie des gouvernements, des ONG et des institutions spécialisées.
 - Appliquer des méthodes rationnelles d'achat, d'entreposage, d'utilisation et d'élimination des produits chimiques dangereux dont le PAM a besoin pour ses opérations. Le PAM s'attachera à réduire au minimum et, si possible, à éliminer progressivement l'utilisation des produits chimiques les plus dangereux, y compris certains pesticides et fumigants. Des études ont été entreprises, en collaboration avec la FAO et l'OMS, pour identifier les pratiques optimales d'utilisation de produits chimiques dangereux.
 - Créer des partenariats pour mettre le PAM mieux à même d'intégrer les considérations environnementales à ses activités.

Analyse des activités d'aide alimentaire pour la promotion du développement

62. En janvier 1998, le PAM a entrepris une analyse approfondie de ses politiques d'aide alimentaire pour la promotion du développement afin d'identifier les avantages spécifiques que présente l'aide alimentaire et de définir clairement quelle devrait être la nature de l'aide au développement fournie par le PAM. Les résultats de cette analyse, qui ne sera achevée qu'à la mi-1999, refléteront l'accord intervenu entre les Etats membres, les



donateurs et le Secrétariat du PAM quant aux modalités selon lesquelles l'aide alimentaire pour le développement peut être utilisée le plus efficacement.

63. Cette analyse est menée dans un esprit d'ouverture totale et de consultation. La première des trois principales consultations a eu lieu en octobre 1998, lorsque le PAM a invité près de 150 participants de gouvernements, d'organismes d'assistance, d'ONG du nord et du sud et d'institutions universitaires représentées à Rome à étudier le rôle de l'aide alimentaire dans le développement. L'allocution d'ouverture prononcée par la Première Dame d'El Salvador, Mme Elizabeth Aguirre de Calderón Sol, Secrétaire générale du Département d'Etat aux affaires de la famille, a été suivie d'exposés d'éminents spécialistes, des principaux partenaires opérationnels du PAM, la FAO et le FIDA, et d'ONG comme CARE International. Une série de documents d'information sur les théories actuelles de l'aide au développement, du processus de développement et de l'aide alimentaire a été établi à l'intention des participants. Ces documents peuvent être consultés sur la page Web du PAM (www.wfp.org).

Préparation, planification de plans de secours et dispositifs de veille

64. Les unités ACV du PAM ont joué un rôle de plus en plus important dans le processus de planification d'urgence, en particulier dans le contexte des phénomènes météorologiques extrêmes attendus d'El Niño. En Afrique australe, l'on s'est attaché surtout à renforcer la capacité des services du PAM d'exploiter les analyses de vulnérabilité et les informations périodiques provenant des systèmes d'alerte avancée pour préparer des plans de secours à l'échelle de l'ensemble de la région. En outre, des réseaux régionaux ont été constitués avec des partenaires clés afin de rassembler et de tenir à jour toutes les informations disponibles sur la situation saisonnière, les prévisions météorologiques, les politiques élaborées pour y parer et le rôle potentiel de l'aide alimentaire.
65. L'Equipe renforcée d'intervention logistique d'urgence (ALITE) a continué de prendre part aux activités de préparation, de planification d'urgence et de mise en place de dispositifs de veille réalisées par le PAM en 1998. Le Conseil danois pour les réfugiés a fourni des services d'un spécialiste de la logistique portuaire qui a été détaché en République populaire démocratique de Corée pour aider les autorités portuaires locales à gérer des grandes quantités d'aide alimentaire expédiées dans le pays, ainsi que deux experts de télécommunications pour aider à résoudre les problèmes de communications dans la Corne de l'Afrique. Le Fonds d'affectation spéciale danois a payé les services de capitaines du port au Bangladesh, au Honduras, au Libéria, en République populaire démocratique de Corée, en République fédérative de Yougoslavie et en Sierra Leone afin de renforcer la capacité des services portuaires de ces pays de décharger de grandes quantités d'aide alimentaire dans des conditions particulièrement difficiles. Le Conseil norvégien pour les réfugiés a fourni des services de coordonnateurs aériens qui ont prêté une assistance précieuse au Soudan au plus fort des opérations de largage de vivres en août 1998, des techniciens radio afin d'améliorer les systèmes de sécurité au Libéria et en Sierra Leone et un chef d'atelier chargé de superviser les opérations de transport par camion dans les deux pays. L'Agence suisse de secours en cas de catastrophe a fourni les services d'un spécialiste de la logistique pour l'opération au Libéria et a réalisé, dans le cadre de l'opération spéciale du PAM, une évaluation technique des travaux à entreprendre pour remettre en état les routes libériennes et permettre ainsi un acheminement plus facile de l'aide alimentaire.

Au moment même où l'Afghanistan se préparait à subir les rigueurs de l'hiver, le PAM, plusieurs ONG et les survivants du tremblement de terre qui avait sinistré la partie nord-est du pays en mai 1998 se sont félicités d'avoir gagné une course contre la montre et pu achever plus de 14 000 nouvelles maisons résistantes aux tremblements de terre.

Ce projet de reconstruction de logements, mis en route en juillet, a été réalisé dans les régions montagneuses reculées des provinces de Badakshan et de Taqhar, dans un secteur de 1 750 kilomètres carrés dévasté par le tremblement de terre du 31 mai.

Suivant une stratégie visant à empêcher les hommes de quitter la région pour aller chercher du travail ailleurs afin de subvenir aux besoins de leurs familles, le PAM a mis en route un programme vivres-contre-travail pour payer les hommes pour qu'ils reconstruisent leurs maisons. Plusieurs ONG, dont OXFAM, le Bureau pour la reconstruction Pamir, Concern, l'Organisme norvégien d'aide à l'Afghanistan et le Comité suédois pour l'Afghanistan, ont collaboré avec le PAM et le Bureau du Coordonnateur des affaires humanitaires des Nations Unies à la réalisation de ce projet de reconstruction en fournissant des outils et des services techniques d'experts.

Bien que l'hiver soit arrivé particulièrement tard en 1998, le temps manquait pour que les villageois puissent reconstruire leurs maisons traditionnelles. Il a fallu beaucoup de temps et d'efforts pour les convaincre de construire plutôt une maison d'une seule pièce composée d'une solide charpente conçue de façon à résister à de fortes secousses sans s'effondrer et de murs de pisé.

La situation de la sécurité dans le pays a obligé les organismes du système des Nations Unies à évacuer les fonctionnaires recrutés sur le plan international. Le PAM a conclu un contrat avec l'ONG française ACTED pour que celle-ci aide à distribuer le blé entreposé au Tadjikistan, où sont conservés les produits du PAM destinés à l'Afghanistan. Ce blé a été transporté par péniches sur l'Amou-Daria et par camions jusqu'à Rustaq et Faizabad. Des sacs de 50 kilogrammes ont ensuite été transportés à dos d'âne jusqu'à des dizaines de villages reculés. Les combats entre les Talibans et les forces d'opposition, dans le nord du pays, se sont poursuivis à quelque 30 kilomètres seulement des opérations de transport, ce qui n'a fait qu'empirer les choses. Le blé du PAM a également été utilisé, dans le cadre d'un programme vivres-contre-travail, pour reconstruire une route d'accès essentielle entre deux des secteurs sinistrés, ceux de Rustaq et de Shar-I-buzurg.

66. Deux fonctionnaires du PAM ont participé à l'exercice TRIPLEX '98, initialement conçu pour faire un essai de coopération entre trois organismes—le Département pour le développement international du Royaume-Uni, l'Agence danoise de gestion des situations d'urgence et l'Agence suédoise de services de secours—dans le cadre des opérations internationales de secours humanitaires. Cet exercice a ultérieurement été élargi à d'autres organismes et, en 1998, la Direction norvégienne de la défense civile et de la planification d'urgence, le Groupe des affaires civiles de l'armée britannique, la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et le Bureau pour l'aide en cas de catastrophe des Etats-Unis, ainsi que le PAM, y ont participé. Cet exercice est une simulation de tout l'enchaînement des opérations d'urgence, des déclarations à la presse jusqu'au recrutement et à la mobilisation du personnel. La participation à cet exercice donne aux membres des services de secours d'urgence, aux spécialistes de la logistique et aux experts du PAM la possibilité de se préparer aux opérations de secours en collaboration avec les agents d'autres organismes des Nations Unies, des gouvernements et des institutions civiles et militaires.
67. Le mécanisme de déploiement rapide PAM/Programme de Volontaires des Nations Unies (VNU), financé au moyen de contributions volontaires versées au Programme des VNU, qui a pour but de fournir les services de volontaires pour les opérations de secours du PAM, a joué un rôle crucial en 1998 en appuyant le mécanisme d'intervention rapide du PAM. Dix-sept volontaires des Nations Unies ont été déployés en Bosnie-Herzégovine, en Côte d'Ivoire, en El Salvador, au Guatemala, en Guinée, au Honduras, au Libéria, au Nicaragua, en République populaire démocratique de Corée, au Tadjikistan et au Yémen.



68. Le PAM a aidé le Bureau pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) à élaborer des directives et procédures standard en vue de créer une Cellule des unités aériennes de défense civile et militaire qui sera utilisée par tous les organismes des Nations Unies lorsqu'ils auront besoin de demander aux forces aériennes des appareils supplémentaires et une aide en matière de transport aérien pour pouvoir mener à bien leurs opérations de secours.

Evaluations des opérations d'urgence

69. Les évaluations des opérations d'urgence qui ont été faites en 1998 ont mis en relief l'importance qu'il y a à préparer dès que possible une stratégie de réduction ou de liquidation progressive des activités. Il en ressort que, dans le cas de situations d'urgence qui évoluent lentement, par exemple en cas de sécheresse, il peut être possible et souhaitable de formuler une stratégie de réduction et de liquidation progressives méthodiques des opérations dès la conception de l'opération d'urgence. Cette stratégie aide les gouvernements à se préparer à satisfaire les besoins des populations sinistrées et évite aussi de donner l'impression que le PAM, ainsi que les autres organismes d'assistance, assumeront indéfiniment la responsabilité de fournir une assistance sociale aux populations pauvres.
70. Les évaluations sont également parvenues à la conclusion qu'il était souvent plus difficile de mobiliser un financement pour maintenir en place les systèmes de surveillance des opérations de secours après la fin de la période immédiate de crise. Or, les opérations de surveillance deviennent de plus en plus complexes à mesure que la situation évolue une fois la crise immédiate réglée, car il faut cibler plus soigneusement l'assistance afin de réduire le risque de dépendance et de faciliter la transition vers des activités de redressement.
71. Dans le cas de situations d'urgence complexes faisant intervenir plusieurs organismes des Nations Unies, les évaluations ont souligné qu'il importait de maintenir une étroite coordination entre eux. Parmi d'autres exemples de bonne coordination, l'on pouvait citer l'utilisation conjointe de personnel et de matériel, la mise en place de systèmes de télécommunications partagés, l'utilisation d'entrepôts et de bureaux communs et des arrangements logistiques conjoints. Lorsque cette coordination a donné de bons résultats, c'est parce que les différentes responsabilités de chacun des organismes intéressés avaient été clairement définies d'emblée. Tel était particulièrement le cas dans les situations où des ONG nationales ou internationales opéraient dans les mêmes régions que le PAM.
72. Les évaluations des opérations d'urgence menées dans des zones de conflit ont confirmé que la sûreté et la sécurité du personnel revêtaient la plus haute importance. Ainsi, il a été suggéré un certain nombre de mesures pour aider les fonctionnaires à faire face aux risques qu'ils courent dans leur travail dans les zones de conflit, ces mesures devant consister notamment à:
- former le personnel aux questions de sécurité (cette formation a été entreprise pendant l'année);
 - trier soigneusement les candidats à des affectations dans des régions très exposées;
 - mettre en place des systèmes de communications efficaces dans les zones de conflit;
 - mettre à jour périodiquement les plans d'urgence et les plans d'évacuation;
 - coordonner étroitement les dispositifs de sécurité avec les autres organismes.



Plaidoyer et campagnes auprès des médias et du public

73. Se faire l'avocat des pauvres qui ont faim est un aspect majeur du rôle du PAM. Par cette campagne de plaidoyer, le PAM s'attache à accroître l'efficacité de son action en:
- alertant rapidement les donateurs et le public aux crises imminentes et aux situations d'urgence;
 - encourageant les autres à écouter et à répondre aux appels du PAM.
74. La stratégie de plaidoyer du PAM repose essentiellement sur deux piliers. Le premier consiste à utiliser tous les médias disponibles, comme la télévision, les journaux, la radio, les agences de presse et Internet afin d'appeler l'attention de la communauté internationale sur les crises humanitaires et d'informer le public du rôle joué par le PAM. En République populaire démocratique de Corée, par exemple, le PAM a pendant toute l'année tenu la communauté internationale et les médias informés de la situation alarmante dans le pays et de la nécessité de continuer à fournir une assistance et des secours massifs.
75. Le PAM a également lancé des campagnes pour sensibiliser le public aux crises humanitaires en Amérique centrale, au Bangladesh et en Chine. Grâce à des enregistrements vidéos faits par des fonctionnaires du PAM ainsi qu'à la présence d'agents d'information sur place, le PAM a pu illustrer la sévérité de ces crises et alerter l'opinion publique, aspect clé des efforts de mobilisation de l'aide des donateurs internationaux.
76. Le second pilier de la stratégie du PAM est la mise en oeuvre de campagnes ciblées de sensibilisation du public. Ainsi, le PAM a retenu les services d'une agence de publicité pour créer une série d'annonces *pro-bono* sur le thème "Restauration rapide". Ces annonces ont été diffusées en Allemagne, en Australie, en Espagne, aux Etats-Unis, en France, en Italie, au Japon, en Norvège, au Royaume-Uni et en Suède. Ces annonces ont été publiées par des revues comme *The Economist*, *The Financial Times*, *The Wall Street Journal Europe*, *Business Week*, *El Mundo*, *Epoca*, *Selecciones Readers Digest*, *Der Spiegel*, *Private Eye*, *Daily Mail* et *Avvenimenti*.
77. Le PAM a également produit une série d'annonces télévisées, diffusées gratuitement sur de grandes chaînes internationales comme CNN et EuroSport, ainsi que sur les chaînes nationales de télévision allemande, autrichienne, canadienne, danoise, espagnole, française, irlandaise, néerlandaise, norvégienne, suédoise et suisse.

Renforcement des partenariats opérationnels

78. Le resserrement de la collaboration entre les trois organismes de Nations Unies basés à Rome - la FAO, le FIDA et le PAM — a été mis en relief dans un opuscule publié en 1998, intitulé *FAO, FIDA, PAM—Travailler ensemble pour combattre la faim et la pauvreté*. Les mandats complémentaires de ces trois organismes—qui mettent l'accent respectivement sur les services techniques d'experts, l'assistance financière internationale et l'aide alimentaire—font que l'impact global de leurs opérations, lorsqu'ils travaillent ensemble, se trouve considérablement renforcé. Des réunions triparties se tiennent périodiquement aux niveaux tant de la direction de ces organismes qu'au niveau technique pour arrêter les modalités de leur coopération mutuelle et s'entendre sur les thèmes ou domaines spécifiques dans lesquels ils peuvent mener des opérations conjointement ou parallèlement. Le PAM, la FAO et le FIDA participent directement aussi à la mise en place des systèmes d'information et de cartographie de l'insécurité et de la vulnérabilité alimentaires (SICIVA).
79. Le PAM et la FAO ont commencé en 1998 à préparer l'élaboration d'un accord formel entre eux en vue de resserrer leur collaboration dans les domaines de l'amélioration de la



sécurité alimentaire et de la fourniture d'une assistance pour les opérations de secours et de redressement.

80. Comme suite à la révision, en 1997, du mémorandum d'accord entre le PAM et le HCR, l'un et l'autre ont organisé conjointement en 1998 des ateliers à l'intention des représentants/directeurs de pays du PAM et représentants du HCR dans des pays où sont menées des opérations conjointes de secours aux réfugiés. Ces ateliers ont été une occasion de passer en revue l'expérience acquise dans l'application des dispositions du mémorandum d'accord et de procéder à un échange de vues, notamment sur des questions comme:

- les rôles respectifs des gouvernements et des réfugiés dans la gestion et la distribution des vivres;
- l'amélioration des activités d'évaluation des besoins;
- de nouvelles méthodes d'enregistrement et de recensement des réfugiés;
- les problèmes rencontrés dans le ciblage approprié des groupes vulnérables;
- la mobilisation de secours alimentaires et l'échange d'informations sur les produits alimentaires dans la filière;
- l'élaboration de stratégies de rapatriement ou de sortie.

81. Un mémorandum d'accord signé en 1998 entre le PAM et l'UNICEF définit le cadre opérationnel des interventions d'urgence auxquelles participent les deux organismes. En période d'urgence, le PAM et l'UNICEF s'emploient à renforcer la capacité des ménages de nourrir et de soigner les femmes et les enfants et de subvenir à leurs besoins en matière de services de santé, d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Ce mémorandum d'accord a pour but d'exploiter les avantages comparatifs de chacun des deux organismes et de définir les modalités opérationnelles de leur coopération et leurs responsabilités respectives afin de maximiser l'impact de leur action concertée, notamment dans des domaines comme:

- l'analyse des besoins et le suivi et l'évaluation;
- la distribution de vivres et d'articles non alimentaires;
- l'approvisionnement en eau et l'assainissement;
- les services de santé et d'éducation;
- le redressement;
- la logistique;
- l'information du public et le plaidoyer;
- la formation conjointe du personnel.

82. Dans nombre d'opérations de secours, le PAM fournit des services logistiques à ses partenaires opérationnels et aux ONG. En Angola, le PAM continue de fournir des services logistiques à l'ONU et aux ONG qui opèrent dans le pays. Il a été mis sur pied avec la Mission d'observation des Nations Unies en Angola (MONUA) un arrangement qui permet, en mettant en commun les services de transport par avion, de réaliser des économies d'échelle. Par ailleurs, les Services aériens communs des Nations Unies (UNCAS), qui opèrent à partir de Nairobi, ont réalisé jusqu'à présent d'importantes économies en regroupant les contrats d'affrètement d'appareils de transport.



83. Les ONG sont des partenaires importants pour le PAM. Selon une étude réalisée en 1998, le PAM collabore de par le monde avec plus de 1 100 ONG, dont 250 ONG internationales et 850 ONG nationales et locales, soit près de quatre fois plus qu'il y a 10 ans. Comme la collaboration avec une ONG nationale a souvent pour effet aussi de renforcer les capacités locales, le PAM accorde la priorité à ses partenaires du sud et les aide parfois à améliorer leurs capacités de gestion et d'exécution.
84. Presque tous les bureaux de pays du PAM collaborent à des degrés divers avec des ONG, mais certains d'entre eux méritent d'être particulièrement relevés. Le bureau du PAM au Bangladesh, par exemple, collabore avec 413 organisations locales, et le bureau au Cambodge avec 134 autres. Les trois quarts de tous les projets de développement et les quatre cinquièmes des opérations de secours sont menés en partenariat avec des ONG, celles-ci étant souvent le principal partenaire opérationnel du PAM. L'étude susmentionnée a constaté que, d'une manière générale, les bureaux du PAM considèrent que la qualité de la collaboration avec les ONG s'est améliorée ces dernières années.
85. Vingt et une des principales ONG associées au PAM ont participé à la quatrième consultation annuelle PAM/ONG tenue en octobre 1998. Les principaux thèmes abordés lors de cette consultation ont été les suivants:
- Moyens d'améliorer la collaboration. La collaboration doit commencer aux stades de la planification et de la programmation. Les participants ont mis en relief les possibilités qu'offraient des campagnes conjointes de plaidoyer consacrées soit à des activités réalisées au plan national, soit à des questions plus vastes comme le rôle des micronutriments.
 - Remboursement des dépenses encourues par les ONG. Le PAM a accepté en principe de couvrir les frais généraux à l'étranger des ONG, mais les détails spécifiques de cet arrangement restent à définir.
 - Méthodes d'évaluation des besoins d'aide alimentaire.
 - Elaboration d'une stratégie préventive en vue de renforcer la sécurité du personnel sur le terrain. Les ONG ont accueilli favorablement l'idée tendant à ce que le PAM fournisse, sur une base remboursable, une assistance visant à faciliter l'évacuation des agents des ONG.
86. La conclusion entre le PAM et les principales ONG qui lui sont associées de mémorandums d'accord qui définissent clairement la répartition des tâches et des responsabilités respectives a beaucoup contribué à renforcer les partenariats de travail. Deux nouveaux mémorandums d'accords ont été signés en 1998, un avec l'ONG italienne Movimondo Molisv, en juin, et le second avec la Fédération luthérienne mondiale, en août. Un échange de lettres est également intervenu avec Caritas. Le PAM a maintenant conclu des mémorandums d'accord avec 13 des ONG qui sont ses principaux partenaires opérationnels. En 1998 également, il a été signé un accord tripartite standard entre le HCR, le PAM et les ONG concernant la distribution aux réfugiés des vivres fournis par le PAM.
87. Le PAM a également recours aux ONG d'autres façons. Par exemple, les principes de nutrition élaborés par le PAM, qui sont entrés en vigueur en 1998, ont été établis en étroite collaboration avec quatre ONG—Action contre la faim, Concern, Médecins sans Frontières et Save the Children (Royaume-Uni). Depuis plusieurs années, le PAM collabore étroitement avec Save the Children (Royaume-Uni) dans le sud du Soudan à la mise en oeuvre de l'approche fondée sur l'analyse de l'économie alimentaire des ménages afin d'améliorer le ciblage des secours alimentaires d'urgence. Cette activité a maintenant été étendue à l'Ethiopie et à la région des Grands Lacs. Dans d'autres pays, le PAM a mis au



point et organisé—souvent en association avec CARE—des programmes conjoints de formation à l'intégration des femmes au développement.

Le projet de nutrition communautaire au Sénégal, exemple de partenariat entre le PAM, la Banque mondiale et les ONG

Le projet de nutrition communautaire à Dakar est un bon exemple de la façon dont le PAM travaille en partenariat avec d'autres organismes de développement. Ce projet a été conçu en tant qu'activité conjointe du PAM, de la Banque mondiale, de l'Office allemand de la coopération technique (GTZ) et du Gouvernement sénégalais. Il est exécuté par des agents du secteur privé, avec une participation directe de la communauté et tend à améliorer la situation nutritionnelle de quelque 64 000 jeunes enfants souffrant de malnutrition et de 42 000 femmes enceintes et mères allaitantes qui vivent dans les quartiers pauvres de Dakar. Les bénéficiaires reçoivent dans des centres communautaires de nutrition une éducation en matière de nutrition, de santé, d'hygiène et d'assainissement, la croissance des enfants est suivie et les personnes ayant besoin de soins sont orientées vers des dispensaires. Les enfants souffrant de malnutrition et les mères exposées reçoivent, pour améliorer leur nutrition, un aliment de sevrage enrichi en micronutriments fourni par le PAM. En outre, les centres de nutrition sont utilisés comme support pour mener une campagne d'alphabétisation, et l'on se prépare actuellement à organiser une formation professionnelle à l'intention des femmes.

Le PAM a aidé à mettre sur pied la fabrication locale de cet aliment de sevrage en fournissant une assistance technique et du matériel approprié; il combine des aliments d'origine locale et des aliments importés afin d'apporter les nutriments essentiels à ces groupes vulnérables.

Le personnel des centres de nutrition est composé d'agents d'ONG locales, recrutés parmi la communauté, dont les salaires sont payés au moyen des prêts accordés par la Banque mondiale au Gouvernement sénégalais pour améliorer l'infrastructure de santé dans le pays.

Exécution des Engagements du PAM en faveur des femmes

88. Comme la faim et la pauvreté affectent surtout les femmes et comme celles-ci ont une contribution vitale à apporter si l'on veut les éliminer, le PAM a lancé, lors de la Conférence de Beijing de 1995, une série de solides engagements en faveur des femmes pour la période 1996–2001. Ces engagements assignent au Programme un certain nombre d'objectifs spécifiques en ce qui concerne la participation des femmes à l'aide alimentaire et au renforcement de la sécurité alimentaire. Ainsi:

- 80 pour cent des secours alimentaires d'urgence devraient être distribués directement aux femmes;
- 60 pour cent de l'ensemble des ressources du PAM devraient être allouées aux femmes et aux filles dans les pays où les statistiques démontrent que les femmes souffrent d'un désavantage de 25 pour cent par rapport aux hommes;
- 50 pour cent des ressources allouées à l'éducation devraient bénéficier aux filles;
- au moins 25 pour cent des ressources allouées aux activités vivres-contre-travail et vivres-contre-formation devraient aller aux femmes;
- les femmes devraient jouer un rôle de premier plan dans la prise de décisions au sein des comités de gestion des ressources alimentaires;
- le PAM devrait viser à assurer la parité entre hommes et femmes dans son personnel;
- le personnel du PAM et ses partenaires opérationnels devraient être tenus responsables de la réalisation de ces engagements.



89. En 1998, le PAM a alloué un million de dollars, prélevé sur le budget administratif et d'appui aux programmes (AAP), montant qui est venu s'ajouter à une annonce spéciale de contribution de 500 000 dollars supplémentaires du Gouvernement finlandais, pour encourager une plus grande intégration des questions intéressant les femmes aux activités appuyées par le PAM.
90. Il a été entrepris en 1998 un examen à mi-parcours pour déterminer l'efficacité des mécanismes mis en place pour réaliser les engagements en faveur des femmes. L'une des principales conclusions de cet examen a été que, si des plans d'action pour l'égalité entre hommes et femmes ont été élaborés dans la plupart des pays et si la qualité de ces plans n'a cessé de s'améliorer, il demeure nécessaire de placer un accent plus marqué sur l'analyse des causes de l'inégalité entre hommes et femmes. En outre, il faut accorder une attention accrue à l'habilitation des femmes dans le contexte des interventions du PAM (par opposition à la promotion de projets en faveur des femmes) et élaborer une approche plus stratégique de la promotion de l'égalité entre hommes et femmes, compte tenu du contexte national dans lequel le PAM fournit son assistance.

Le projet Sphère commence à porter ses fruits

Le projet Sphère a été entrepris sur l'initiative de la communauté internationale des ONG et de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. La première phase du projet, réalisé avec la participation d'organismes du système des Nations Unies, de donateurs et d'institutions universitaires, a débouché sur la publication, en 1998, d'une version préliminaire d'un manuel contenant la Charte humanitaire Sphère et les normes minimums d'intervention en cas de catastrophe.

Ce manuel contient une Charte humanitaire dont les dispositions, d'une très large portée, sont inspirées du droit international existant. La Charte définit les normes minimums que le système de secours humanitaires doit s'efforcer de respecter dans toutes les interventions mises sur pied pour faire face à des situations d'urgence.

Cette série de normes minimums, qui portent sur les principaux aspects de l'assistance humanitaire, a pour but de préserver la qualité de l'assistance fournie aux personnes sinistrées par des catastrophes ainsi que d'améliorer l'obligation redditionnelle des organismes de secours à l'égard de leurs bénéficiaires, de leurs membres et de leurs donateurs.

Le PAM a pris une part active aux travaux entrepris dans le cadre de ce projet, particulièrement au sein des groupes de travail chargés d'élaborer les normes minimums relatives à la nutrition et à l'aide alimentaire. Les principes directeurs élaborés par le PAM et le HCR pour évaluer les besoins alimentaires et nutritionnels en période d'urgence ont été pleinement intégrés aux normes Sphère.

Achat de produits alimentaires et d'articles non alimentaires

91. Ces quelques dernières années, près de la moitié de l'aide alimentaire par le PAM a été achetée, et plus du quart de tous les vivres distribués par le PAM sont achetés dans des pays en développement.
92. En 1998, la valeur des achats de produits alimentaires a atteint 247 millions de dollars, soit moins que les années précédentes, encore qu'ils aient représenté 42 pour cent de l'ensemble de l'aide fournie par le PAM.
93. Comme les années précédentes, 60 pour cent des achats de denrées alimentaires (représentant une valeur de 148,5 millions de dollars) ont été effectués dans des pays en développement, particulièrement en Thaïlande (27,2 millions de dollars), en Afrique du Sud (21,8 millions de dollars), en Inde (16,5 millions de dollars), en Ouganda



(13,5 millions de dollars) et au Népal (8,7 millions de dollars). Pour la première fois, d'importants achats ont été faits en Bulgarie en 1998 (17 millions de dollars).

94. En 1998, le PAM a dépensé environ 18 millions de dollars en achats d'articles non alimentaires, les achats effectués par les bureaux de pays se montant à quelque 4,5 millions de dollars. Les dépenses ont été consacrées principalement à l'achat de carburants (6,6 millions de dollars), de véhicules (3,1 millions de dollars), de magasins et d'entrepôts (900 000 dollars), d'ordinateurs et de matériels de traitement de données (700 000 dollars), de matériel ferroviaire (700 000 dollars), d'outils agricoles (600 000 dollars), de matériel de cuisine (500 000 dollars) et de matériel pour embarcations et péniches (500 000 dollars).

LE PROCESSUS DE REFORME

Les incidences du processus de réforme de l'ONU pour le PAM

95. Le PAM participe activement au processus de réforme lancé par le Secrétaire général pour permettre au système des Nations Unies de relever plus efficacement les défis que susciteront le développement et l'aide humanitaire au XXI^e siècle. Il contribue à renforcer la cohésion des interventions du système des Nations Unies et à promouvoir une présence plus unifiée du système au niveau des pays en participant activement au Groupe des Nations Unies pour le développement, au Comité exécutif pour les affaires humanitaires et au Comité permanent interinstitutions.
96. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF) constitue l'un des principaux piliers du programme de réformes du Secrétaire général. Le concept de plan-cadre a été introduit pour permettre au système des Nations Unies d'entreprendre, sur l'initiative des pays, une action cohérente concertée fondée sur les priorités nationales et les objectifs fixés lors des conférences mondiales tenues sous les auspices des Nations Unies, et il doit être le cadre stratégique des programmes, plans et projets réalisés dans les pays par les organismes des Nations Unies participants. En 1997, il a été entrepris, sur une base pilote, de mettre à l'essai ce concept dans 18 pays; à la fin de 1998, des plans-cadres avaient été élaborés dans 11 d'entre eux.
97. Le PAM a pris part à la formulation des directives provisoires sur l'élaboration des plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement et à l'évaluation conjointe de la phase pilote. En outre, il a été organisé au siège du PAM, en mars 1998, un atelier de formation à l'échelle de l'ensemble du système des Nations Unies, auquel ont assisté des représentants de 17 organismes, dont le PAM.
98. Au niveau des pays, le PAM a participé activement au processus d'élaboration des plans-cadres dans les pays où il mène des activités de développement, ainsi qu'aux groupes de travail techniques et groupes thématiques constitués pour faciliter ce processus, présidant habituellement les groupes thématiques sur la gestion des catastrophes.
99. L'introduction de l'UNDAF a beaucoup alourdi le travail des bureaux extérieurs. Toutefois, le PAM a relevé que l'élaboration de ces plans-cadres avait plusieurs avantages, et notamment les suivants:
- les participants peuvent mieux dialoguer, échanger des informations et comprendre leurs activités respectives;
 - les organismes collaborent plus volontiers dans les domaines d'intérêt commun (par exemple nutrition des enfants, sécurité alimentaire ou développement rural);



- l'existence de bases de données et d'évaluations communes et d'indicateurs communs facilite la préparation des schémas de stratégie de pays (SSP) et des programmes de pays.
100. Le PAM a toujours préconisé énergiquement un renforcement du système de coordonnateurs résidents et a présenté une étude spéciale, intitulée "Questions liées à la mise en oeuvre de mesures convenues tendant à améliorer le système des coordonnateurs résidents" pour encourager ce processus. Conjointement avec les autres membres du Groupe des Nations Unies pour le développement, le PAM a contribué activement à l'application des différentes mesures prises pour renforcer ce système. Ces mesures ont notamment consisté à:
- accroître nettement le nombre de représentants d'organismes, de fonds et de programmes nommés aux postes de coordonnateur résident;
 - mettre au point une procédure d'évaluation des compétences des candidats à des postes de coordonnateur résident qui sera conçue et gérée sur une base interinstitutions;
 - veiller à ce que l'expérience professionnelle acquise auprès d'autres entités des Nations Unies, notamment en qualité de coordonnateur résident, soit l'un des principaux éléments à prendre en considération aux fins de l'organisation des carrières et des promotions;
 - préparer pour les coordonnateurs résidents un mandat standard distinct de celui des représentants résidents du PNUD.
101. Le PAM a offert les services de fonctionnaires qualifiés pour pourvoir des postes de coordonnateur résident, et ses fonctionnaires ont reçu pour instruction d'accorder la plus haute priorité à l'appui aux coordonnateurs résidents.
102. Bien que des progrès considérables aient été accomplis, le PAM considère qu'il reste encore beaucoup à faire, notamment en assurant un meilleur équilibre entre hommes et femmes, en choisissant de plus en plus de coordonnateurs résidents parmi des organismes autres que le PNUD et en introduisant différents modèles du système de coordonnateurs résidents dans différents pays.
103. L'on trouvera de plus amples informations sur les incidences sur les activités du PAM du processus de réforme en cours à l'Organisation des Nations Unies dans le document EB.A/99/3-A/2.

Etat d'avancement de la restructuration du PAM

104. En 1996, le Directeur exécutif a entrepris un programme de restructuration visant à décentraliser l'essentiel des pouvoirs de prise de décisions et des attributions au profit des bureaux de terrain. S'il faudra attendre encore un certain temps pour que les effets de ces mesures de restructuration se reflètent pleinement dans les résultats opérationnels, l'analyse qui a été faite en 1998 du processus de restructuration est parvenue aux conclusions suivantes:
- les fonctionnaires du PAM sont conscients de ce que celui-ci est fermement résolu à mettre tous ses efforts au service du processus de gestion du changement;
 - les fonctionnaires du PAM à tous les niveaux, s'y étant impliqués d'emblée, sont fermement attachés au processus de gestion du changement;
 - les fonctionnaires du PAM comprennent que, pour avancer, un certain nombre d'arbitrages difficiles sont indispensables. Il faut, par exemple, concilier la nécessité de



faire en sorte que les fonctionnaires disposent des outils nécessaires pour faire leur travail et de les tenir pour responsables des résultats obtenus, d'une part, et celle de remettre la mise en oeuvre intégrale du processus jusqu'à ce que tous les outils nécessaires soient en place, de l'autre;

- les directeurs de programmes sont bien informés des pouvoirs accrus qui leur sont dévolus et comprennent la nécessité pour le siège de leur donner des indications normatives et de mettre en place des systèmes d'information et de communication nécessaires pour garantir le bon fonctionnement du mécanisme de délégation de pouvoirs.

105. La restructuration est un processus continu. Pour l'avenir, il a déjà été identifié un certain nombre de mesures, qui consisteront à:

- élaborer et publier des indications normatives à jour à l'intention des fonctionnaires du PAM, particulièrement dans les domaines de la conception et de l'exécution des programmes, des marchés, de l'administration et du personnel. L'élaboration du Manuel des transports et de la logistique a été achevée en 1998 et le Manuel de conception des programmes et le premier Manuel d'audit interne du PAM ont été mis en route;
- améliorer les communications internes pour pouvoir décentraliser un plus grand nombre de tâches de gestion;
- organiser de nouveaux programmes de perfectionnement et de formation du personnel pour faire en sorte que le potentiel offert par les systèmes de collecte, de gestion et d'échange d'informations élaborés dans le cadre du Programme d'amélioration de la gestion financière (FMIP) soit pleinement exploité.

106. Un Groupe de surveillance de la gestion du changement, constitué en 1998 au niveau de la direction générale, contribuera à institutionnaliser le processus de restructuration.

Habilitation des bureaux de pays

107. Le projet de connectivité, qui a été entrepris à la fin de 1996 pour appuyer le processus de décentralisation du PAM, avait pour objectif de mettre en place au niveau de l'ensemble de l'Organisation, un réseau de transmission de données permettant à tous les bureaux de pays de communiquer par courrier électronique. A la fin de 1998, plus de 90 pour cent de tous les bureaux du PAM étaient "en ligne" et pouvaient communiquer avec le siège et entre eux par courrier électronique et par échange de fichiers. Chaque bureau peut également utiliser l'ensemble des logiciels d'applications du Programme. Ainsi, les bureaux de pays pourront saisir les données relatives à leurs opérations financières directement sur le système d'ordinateur plutôt que de les faire parvenir au siège sur support papier pour qu'ils soient ensuite entrés sur ordinateur, processus à la fois long et laborieux.

108. A la fin de 1998, il a été entrepris un projet connexe pour améliorer encore plus les moyens de communication des bureaux de pays. Dans le cadre de ce projet de renforcement du réseau de télécommunications (ETNet), des systèmes de télécommunications par satellite seront mis au point pour continuer à perfectionner le réseau de communications du PAM, spécialement au profit des bureaux qui opèrent dans des régions reculées où l'infrastructure est limitée.



Le projet de compatibilité 2000

109. Par ailleurs, il se pose le problème de l'an 2000, qui tient au fait que nombre de systèmes informatiques utilisent une méthode de lecture des dates à deux chiffres qui prend pour hypothèse que les chiffres 1 et 9 sont les deux premiers chiffres de l'année. S'ils ne sont pas modifiés, ces systèmes liront 00 comme désignant non pas l'an 2000 mais 1900, ce qui risque de se traduire par des pannes ou des dysfonctionnements des ordinateurs le 1er janvier 2000.
110. Le PAM a entrepris son projet de compatibilité 2000 en juillet 1998 et l'a confié à une équipe de huit personnes. Celle-ci, suivant la méthodologie du Bureau national d'audit du Royaume-Uni, a préparé un plan d'action en quatre étapes pour le siège et les bureaux de pays:
- *Sensibilisation au problème de l'an 2000:* Un rapport intitulé "Préparatifs de l'an 2000" a été distribué à tous les bureaux du PAM pour les informer du problème et leur indiquer comment s'y préparer.
 - *Inventaire et essais de conformité:* Cette étape a pour but d'évaluer la compatibilité 2000 de tout le matériel et de tous les logiciels actuellement utilisés.
 - *Corrections et essais:* Il s'agit de régler ou de remplacer le matériel et les logiciels non conformes, il a été établi à cette fin un banc d'essai pour tous les programmes et logiciels critiques.
 - *Plans de secours:* Ces plans ont pour but de veiller à ce que les opérations puissent se poursuivre normalement en cas de situations d'urgence imprévues si certains types de matériel et certains services indispensables à l'Organisation lui font défaut du fait qu'ils ne seraient pas compatibles 2000. De tels problèmes seraient sans doute imputables presque exclusivement à des prestataires de services de l'extérieur, comme les compagnies d'électricité, les sociétés des eaux ou les banques. Lorsque cela sera possible, les bureaux du PAM se muniront de fournitures essentielles (par exemple de gazole pour alimenter leurs groupes générateurs).

GESTION FINANCIERE ET ADMINISTRATION DES RESSOURCES

Aperçu général du budget consolidé et des dépenses du PAM

111. Le budget consolidé du PAM pour l'exercice biennal 1998-99 était fondé sur l'hypothèse que 4,3 millions de tonnes de produits seraient disponibles. A la suite d'une contribution additionnelle inattendue et très appréciée du Gouvernement des Etats-Unis vers la fin de 1998, le volume total de produits disponibles pour l'exercice biennal 1998-99 dépassera sans doute 5,4 millions de tonnes, et le projet de budget correspondant atteindra sans doute environ trois milliards de dollars. Le budget AAP a été révisé en conséquence.
112. En 1998, les dépenses totales du PAM se sont montées à 1 348 millions de dollars¹. Les dépenses opérationnelles ont représenté 1 238 millions de dollars, les dépenses AAP 96 millions de dollars et les dépenses des comptes spéciaux (y compris le FMIP) 14 millions de dollars. Par catégories d'activités et de coûts, les dépenses se sont établies comme suit (en millions de dollars).

¹ Les chiffres pour 1998 sont fondés sur les états financiers provisoires.



Catégorie d'activité		Catégorie de coût	
Développement	259	Produits	647
IPS/IPSR	219	Transport maritime	147
Opérations d'urgence	697	Transports aérien et terrestre et TTEM	262
Opérations spéciales	34	Coûts d'appui directs et autres coûts	182
Opérations bilatérales/autres activités	24	Total des dépenses opérationnelles	1 23
Fonds général	115	AAP	96
		Autres coûts financés au titre de fonds spéciaux	14
Total	1 3	Total des dépenses	1 34

Financement à long terme

113. En 1996, le PAM a introduit un modèle de dotation en ressources et de financement tout à fait nouveau afin de régler les problèmes chroniques posés par l'insuffisance des contributions en espèces pour financer à la fois les opérations appuyées par le PAM au moyen d'une aide alimentaire et le budget AAP. Un élément fondamental de ce nouveau modèle était le principe de "recouvrement intégral de coûts par donateur et par contribution". Autrement dit, tous les donateurs devraient verser des contributions en espèces suffisantes pour couvrir les coûts d'appui directs et les dépenses AAP en proportion de leurs contributions sous forme de produits. Cette nouvelle politique a également tendu à améliorer la transparence des opérations, à renforcer l'obligation redditionnelle et à accroître la prévisibilité et la souplesse des ressources.
114. Une étude de l'efficacité de ce nouveau modèle a été entreprise en 1997 avec une enquête auprès des donateurs, une analyse de l'expérience acquise au plan interne et des consultations officielles avec les Etats membres et les donateurs. Ces consultations ont été institutionnalisées en mai 1998 avec la création du Groupe de travail formel du Conseil d'administration, ouvert à tous les membres du PAM et à un observateur de la Commission européenne.
115. Le Groupe de travail formel a identifié plusieurs domaines dans lesquels le modèle avait déjà eu d'importants avantages pour le Programme, et notamment:
- une transparence accrue et un renforcement de l'obligation redditionnelle;
 - la possibilité pour le PAM de mieux planifier et gérer ses ressources au niveau de l'ensemble du Programme comme des projets;
 - une prévisibilité un peu meilleure de la disponibilité de ressources.
116. Le Groupe de travail formel a néanmoins relevé que l'application actuelle du modèle avait suscité quelques difficultés majeures. Par exemple:
- plusieurs importants donateurs, en dépit d'efforts considérables de leur part, n'avaient pas toujours réussi à se conformer intégralement aux nouvelles dispositions;
 - la tendance croissante à privilégier les contributions à emploi spécifique n'avait pas été arrêtée;
 - le taux appliqué aux activités de développement au titre des coûts d'appui indirects avait été artificiellement gonflé;



- un processus complexe et laborieux devait être suivi pour fixer des taux différenciés pour les coûts d'appui indirects.

117. En janvier 1999, le Conseil d'administration a adopté les recommandations formulées par le Groupe de travail formel, ce qui devrait permettre au PAM de compter sur un financement plus assuré pour le budget AAP, d'utiliser de manière plus souple les ressources mises à sa disposition et de mieux planifier et d'introduire opportunément de nouvelles activités. Les politiques révisées entreront en vigueur au début de l'exercice biennal 2000–2001.

Amélioration des systèmes de gestion financière

118. Le Programme d'amélioration de la gestion financière (FMIP) a été lancé en 1995 pour moderniser les systèmes de gestion financière et les systèmes comptables du PAM, entre autres, en remplaçant les ordinateurs principaux installés au milieu des années 80 par des systèmes modernes plus perfectionnés. Un contrat a été passé avec la société IBM en 1998 pour mettre en place des systèmes intégrés de gestion des finances, du personnel et des marchés, ces travaux devant être achevés en l'an 2000. L'on s'attache tout particulièrement, dans ce contexte, à faciliter de nouvelles délégations de pouvoirs aux bureaux de pays en leur permettant de mieux gérer le budget de leurs dépenses d'administration et les budgets des projets, l'administration de leur personnel et leurs achats de produits alimentaires et d'articles non alimentaires.

119. La première phase du nouveau Système de suivi des produits (COMPAS) du PAM a été introduite en Ethiopie et à Djibouti à la fin de 1998, après des essais pilotes au Kenya et en Ouganda. En pouvant mieux suivre l'emplacement et l'état de ses produits, le PAM pourra prendre des décisions opérationnelles mieux informées concernant l'allocation des produits alimentaires se trouvant dans la filière.

120. Le Système de mobilisation des ressources est un moyen de suivre et de surveiller l'état des demandes et des contributions de ressources ainsi que le lancement d'appels de fonds et d'établissement de propositions de financement. A la fin de 1998, ce système était presque totalement opérationnel au siège.

121. L'on estime à l'heure actuelle que la réalisation du FMIP, de son lancement à son achèvement, en l'an 2000, aura coûté près de 37 millions de dollars, soit 30 pour cent de plus environ que les prévisions initiales lors de l'approbation du Plan, en 1995. Il y a trois raisons à cette augmentation:

- il a été obtenu des estimations de coûts plus précises lorsque les différents éléments du système ont pu être définis plus concrètement;
- il a été enregistré ces trois dernières années des hausses de coûts sans précédent dans le secteur de l'informatique par suite, principalement, des activités à mener à bien à la hâte pour résoudre le problème de l'an 2000. Le PAM a néanmoins réussi à contenir les coûts dans des limites raisonnables en ayant recours à des consultants individuels plutôt qu'à de grandes entreprises;
- la période d'exécution a été prolongée d'une nouvelle année. De ce fait, il faudra continuer d'utiliser des systèmes actuels, moins efficaces, pendant une période plus longue qu'on ne le prévoyait initialement.

122. Bien qu'un montant supplémentaire de quatre millions de dollars ait été alloué au FMIP en 1998, le déficit global de financement demeure de près de 17 millions de dollars. Un financement intérimaire de 10 millions de dollars, prélevé sur le Fonds général, a permis de



poursuivre les travaux pendant que l'on s'emploie à mobiliser des fonds supplémentaires auprès des donateurs.

Renforcement de l'obligation redditionnelle

123. Au cours des six inspections et des sept investigations qu'il a réalisées en 1998, le **Bureau de l'Inspecteur général** s'est penché sur les questions comme l'obligation redditionnelle, la décentralisation, des pertes de numéraire, les conflits d'intérêt, la sécurité, les vols, les pertes de produits alimentaires, la gestion du personnel, les harcèlements sexuels et les malversations de fonds, ainsi que sur des questions découlant du processus de réforme du système des Nations Unies, comme les services communs et l'opportunité de locaux communs pour les organismes des Nations Unies.
124. Grâce à l'étroite collaboration qui s'est instaurée avec l'administration, les enseignements tirés des inspections et investigations sont incorporés à la conception des opérations du PAM et sont reflétés dans les versions actualisées des manuels et directives publiés au sujet de questions comme la comptabilité, les harcèlements sexuels, la sécurité et les voyages.
125. La coopération entre le Bureau des services de contrôle interne (BSCI) de l'Organisation des Nations Unies et les autres systèmes d'inspection et d'investigation du système des Nations Unies a été resserrée grâce à de nouveaux mécanismes d'échange d'informations. Les services d'investigation du PAM ont également participé à un programme de formation organisé par BSCI en 1998.
126. Le **Bureau de l'audit interne**, quant à lui, s'emploie à améliorer la transparence et à renforcer l'obligation redditionnelle dans la gestion des ressources du PAM. En 1998, il a formulé au total 420 recommandations d'audit et, à la fin de l'année, il avait été donné suite à 247 d'entre elles.
127. Depuis 1997, les principaux enseignements tirés des audits des bureaux de pays sont systématiquement communiqués à ces derniers. En 1998, ils ont été les suivants:
- il faut surveiller de plus près les budgets des bureaux de pays pour éviter des dépassements de crédits;
 - il importe de dissocier les fonctions de certification et d'ordonnancement au sein des bureaux de pays;
 - des rapprochements périodiques des états comptables des bureaux de pays et du siège sont extrêmement utiles pour détecter les écarts et y remédier;
 - une documentation adéquate ainsi qu'un traitement et un examen soigneux des paiements sont indispensables;
 - les réglementations et règles du PAM concernant les achats de produits alimentaires, de services de transport et d'articles non alimentaires doivent être rigoureusement suivies;
 - il faut améliorer la gestion des avoirs du PAM (liquidités, produits et matériels) grâce à des états plus précis et à des examens périodiques.
128. En 1996, il a été élaboré un modèle d'évaluation des risques pour identifier la gravité des différents types de risques auxquels sont exposés les avoirs et les ressources du PAM. Ce modèle s'est avéré extrêmement utile pour l'établissement du cycle d'audit du PAM.
129. Le PAM est l'un des rares organismes des Nations Unies à demander à ses vérificateurs internes des comptes de passer régulièrement en revue les activités d'achat, y compris toute



la documentation et l'assiduité aux réunions des comités des marchés. Cet examen ne porte pas sur le fond des activités d'achat mais constitue un moyen utile d'évaluer les décisions d'achat prises sur la base de délégations de pouvoirs ainsi que de détecter plus rapidement et plus opportunément les problèmes qui peuvent se poser.

130. Le premier audit conjoint de deux organismes des Nations Unies—l'audit conjoint PAM/UNICEF de l'opération Survie Soudan—a été réalisé en 1998.

Ressources humaines

131. Le PAM employait en 1998 plus de 5 000 personnes sur la base de différents types de contrats. Plus de 2 000 employés étaient titulaires de nominations pour des durées supérieures à 12 mois, et le reste pour des périodes plus courtes.
132. Le PAM s'emploie activement à faire en sorte que l'objectif fixé par l'ONU—la parité entre les sexes au sein du personnel—soit atteint d'ici à 2001. Les directeurs de programme doivent soumettre tous les six mois des rapports sur les effectifs de leurs services, par sexe, et sont tenus pour responsables des résultats obtenus dans ce domaine. En 1998, les femmes ont représenté 35 pour cent des nouveaux fonctionnaires recrutés sur la base d'engagements d'un an ou plus. En dépit de l'augmentation notable du nombre de femmes enregistrée depuis 1992 dans la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur, un peu moins du tiers de cette catégorie est constitué par des femmes, la plupart d'entre elles se trouvant en outre aux échelons inférieurs. Des directives plus spécifiques à cet égard ont été publiées en 1999, les progrès accomplis sur la voie de la parité entre les sexes étant désormais un élément explicite de l'appréciation du comportement professionnel de tous les directeurs de programme chargés de fonctions de recrutement.
133. La nouvelle politique introduit en 1998 en matière d'emploi de conjoints devrait permettre au Programme de recruter et de conserver plus facilement à son service des administrateurs recrutés sur le plan international, et spécialement des femmes. L'une des difficultés qui entravent le recrutement d'administrateurs hautement qualifiés est que les possibilités internationales d'emploi et de carrière des conjoints, qui sont souvent eux aussi des professionnels qualifiés, sont limitées. Cette nouvelle politique vise à faciliter le recrutement, dans la catégorie des administrateurs, de conjoints dûment qualifiés dans tous les lieux d'affectation, tout en évitant les conflits d'intérêts. Les conjoints pourront être employés par le PAM, d'autres organismes des Nations Unies ou des ONG. Lorsque les deux conjoints sont employés par le PAM, celui-ci essaiera de faire en sorte qu'ils se trouvent tous deux au même lieu d'affectation.

**EFFECTIFS DU PAM, PAR CATÉGORIE ET PAR SEXE,
AU 31 DÉCEMBRE 1998¹**
(À L'EXCLUSION DES CONSULTANTS ET DU PERSONNEL ENGAGÉ POUR DES PÉRIODES
DE COURTE DURÉE OU TITULAIRE DE CONTRATS DE LOUAGE DE SERVICES)

Catégorie	Total	Femmes	% de femmes
ADMINISTRATEURS			
<i>Catégories supérieures (D-2 et au-dessus)</i>	11	3	27
Bureaux de pays	1	0	0
Siège ¹	10	3	30
<i>Fonctionnaires du service unifié</i>	232	58	25
Bureaux de pays	153	31	20



**EFFECTIFS DU PAM, PAR CATÉGORIE ET PAR SEXE,
AU 31 DÉCEMBRE 1998¹**
(À L'EXCLUSION DES CONSULTANTS ET DU PERSONNEL ENGAGÉ POUR DES PÉRIODES
DE COURTE DURÉE OU TITULAIRE DE CONTRATS DE LOUAGE DE SERVICES)

Catégorie	Total	Femmes	% de femmes
Siège ¹	79	27	34
<i>Personnel spécialisé</i>	56	24	43
Bureaux de pays	1	0	0
Siège ¹	55	24	44
<i>Personnel de projets de base</i>	123	39	32
Bureaux de pays	62	11	18
Siège ¹	61	28	46
<i>Personnel de projets autre que le personnel de base</i>	281	89	32
Bureaux de pays	232	66	28
Siège ¹	49	23	47
<i>Administrateurs auxiliaires</i>	57	35	61
Bureaux de pays	43	25	58
Siège ¹	14	10	71
<i>Total partiel, fonctionnaires de la catégorie des administrateurs et des catégories supérieures recrutés sur le plan international</i>	760	248	33
Bureaux de pays	492	133	27
Siège ¹	268	115	43
<i>Volontaires des Nations Unies (affectés à des bureaux de pays)</i>	73	17	23
<i>Administrateurs nationaux (bureaux de pays)</i>	200	59	30
TOTAL, CATÉGORIE DES ADMINISTRATEURS	1 033	324	31
SERVICES GÉNÉRAUX			
Bureaux de pays (agents nationaux)	749	278	37
Bureaux de pays (fonctionnaires internationaux)	16	12	75
Siège ¹	318	245	77
TOTAL, CATÉGORIE DES SERVICES GÉNÉRAUX	1 083	535	49
TOTAL, TOUTES CATÉGORIES	2 116	859	41
Bureaux de pays (72%)	1 530	499	33
Siège (28%) ¹	586	360	61

¹ Les chiffres concernant le personnel du siège englobent également les fonctionnaires des bureaux de liaison du PAM à Bruxelles, Genève, New York, Yokohama et Washington.

134. Un problème hérité du passé qui commence à poser de sérieuses difficultés administratives tient à la grande diversité des types de contrats sur la base desquels ont été recrutés les fonctionnaires du PAM. Bien que le problème soit dû à un souci de souplesse opérationnelle et à la nécessité pour le PAM de s'adapter rapidement à des situations changeantes, cette prolifération des types de contrats a créé une situation inéquitable pour nombre de fonctionnaires et a compliqué l'administration du personnel. Pour y remédier, il a été entrepris en 1998 une étude d'ensemble des politiques de recrutement du PAM dans



la catégorie des administrateurs recrutés sur le plan international en vue de mieux adapter la dotation en personnel du PAM à ses besoins opérationnels: le PAM doit en effet avoir la possibilité d'accroître ou de réduire rapidement ses effectifs, parallèlement à l'expansion ou à la contraction de ses opérations. Dans le même temps, le Programme doit pouvoir recruter et fidéliser un personnel hautement qualifié et motivé. Il est extrêmement difficile de concilier ces deux objectifs tout en offrant aux fonctionnaires une situation contractuelle plus équitable et en simplifiant l'administration du personnel.

135. En 1998, la plupart des directeurs de pays et chefs des pôles régionaux des pays où le Programme mène des activités opérationnelles ont été accrédités en tant que représentants du PAM.
136. Un nouveau programme de formation des cadres supérieurs a été introduit en 1998. L'une des particularités de ce programme est une "évaluation à 360°", système d'évaluation des performances faisant intervenir aussi bien les supérieurs hiérarchiques, les administrés et les collègues. Plus de 100 cadres supérieurs ont maintenant suivi deux cycles d'évaluation à 360°.
137. Dans le cadre d'un programme renforcé d'assistance aux fonctionnaires, des conseillers à temps partiel ont été détachés à Nairobi, Abidjan et Islamabad pour fournir des services de gestion du stress et des conseils aux fonctionnaires qui ont vécu des événements traumatisants, par exemple à la suite d'attaques ou de prises d'otages. Ces conseillers se sont rendus dans la plupart des régions où le personnel travaille dans des situations d'urgence.
138. Le Programme WELCOM, nouveau programme informatisé interactif d'orientation, a été introduit en 1998 pour aider les fonctionnaires nouvellement recrutés ou mutés à s'adapter aux conditions de vie et de travail à Rome. L'on s'emploie actuellement à adopter ce programme à la situation propre à chaque pays pour qu'il puisse être utilisé par des bureaux de pays.

DOTATION EN RESSOURCES DES ACTIVITES DU PAM

Flux d'aide alimentaire dans le monde

139. Selon les estimations, l'aide alimentaire fournie dans le monde a représenté en 1998 8,0 millions de tonnes de produits, soit la première augmentation enregistrée depuis cinq ans. Celle-ci a été imputable presque intégralement à l'aide alimentaire programmée, habituellement fournie de gouvernement à gouvernement, en tant que soutien à la balance des paiements; le volume des secours et de l'aide alimentaire fournie à l'appui des projets est demeuré à peu près inchangé par rapport à 1997. Même ainsi, l'aide alimentaire ciblée—qu'il s'agisse des secours ou de l'aide alimentaire aux projets—n'en a pas moins représenté près de 70 pour cent du total des produits livrés.
140. C'est l'Asie et l'Afrique subsaharienne qui ont reçu la plus grande proportion de l'aide alimentaire. Pour l'une et l'autre, cette assistance a été plus élevée qu'en 1997. En Afrique, l'augmentation s'explique surtout par d'importantes opérations d'urgence. En Asie, elle a touché aussi bien les programmes d'aide alimentaire que les opérations de secours. En Amérique latine et dans les Caraïbes, l'aide alimentaire a augmenté de 50 pour cent environ par rapport à 1997 par suite, principalement, des quantités de vivres distribués au titre des programmes d'aide alimentaire, qui ont doublé en 1998.



141. Deux donateurs—les Etats-Unis et le Japon—ont été à l'origine, pour l'essentiel, de l'accroissement de l'aide alimentaire mondiale, compensant la baisse générale de l'aide alimentaire fournie par la plupart des autres donateurs.

La Convention relative à l'aide alimentaire

L'actuelle Convention relative à l'aide alimentaire (CAA) expire en juin 1999. En 1998, avec pour toile de fond une diminution des budgets d'assistance et une réduction de la disponibilité de l'aide alimentaire, les parties à la CAA ont constitué un groupe de travail pour entamer la négociation d'une nouvelle convention.

Bien qu'il ne soit pas partie à la Convention, le PAM a été heureux d'avoir été invité par les parties à la CAA à assister aux réunions du groupe de travail pour discuter de la manière dont la nouvelle convention pourrait encourager une meilleure utilisation de l'aide alimentaire. Le PAM a instamment engagé les parties à adopter une nouvelle convention qui encouragerait l'utilisation optimale de l'aide alimentaire tout en empêchant que les flux d'aide alimentaire tombent en-deçà du niveau actuel des engagements pris dans le cadre de la convention. A cette fin, le PAM a proposé que la nouvelle convention devrait avoir quatre objectifs clairement définis:

- empêcher que le tonnage minimum engagé dans le cadre de la convention tombe à moins de 5,35 millions de tonnes;
- encourager l'allocation de l'aide alimentaire aux pays les moins avancés et établir ensuite un ordre de priorité entre les allocations entre les pays à faible revenu et à déficit vivrier et les pays en développement importateurs nets de denrées alimentaires, afin de cibler l'aide alimentaire sur les pays où coexistent une pauvreté et une insécurité alimentaire généralisées;
- maintenir un niveau minimum d'aide alimentaire de 3,5 millions de tonnes pour satisfaire les besoins alimentaires chroniques (par opposition aux secours);
- promouvoir, lorsqu'il y a lieu, la distribution d'aliments locaux et d'aliments enrichis en micronutriments afin d'améliorer l'impact des vivres distribués.

Contributions, engagements et déficits

142. En 1998, le montant total des contributions au PAM a atteint 1,7 milliard de dollars, soit une progression d'un tiers par rapport à 1997. Aussi bien les Etats-Unis que le Royaume-Uni ont plus que doublé leurs contributions au PAM, tandis que le Japon a accru ses dons de 20 pour cent, l'Italie de 17 pour cent et la France de 13 pour cent. Néanmoins, les besoins d'aide alimentaire ont eux aussi considérablement dépassé ceux de 1997 par suite, surtout, de l'accroissement du volume des secours à apporter aux très nombreuses populations affectées par des catastrophes naturelles. De plus, les ressources fournies au titre des secours l'ont été presque exclusivement à la suite d'appels plutôt qu'en prévision de futures situations d'urgence. Ainsi, trois pour cent seulement des fonds versés par les donateurs au titre des opérations d'urgence ont été intégralement déliés (c'est-à-dire n'ont pas été assortis de conditions d'utilisation, par exemple l'affectation à des opérations spécifiques ou l'obligation de procéder aux achats dans une ou plusieurs régions déterminées).

143. En termes monétaires, les ressources fournies par les donateurs aux fins d'activités de développement ont reculé de 13 pour cent depuis 1996 (tombant de 399 millions de dollars en 1996 à 346 millions de dollars en 1998). Cette diminution aurait été beaucoup plus marquée si le PAM n'avait pas reçu une contribution additionnelle exceptionnellement importante des Etats-Unis, qui a aidé à faire face en partie au reste des besoins pour des projets de développement. La diminution des ressources allouées à des fins de



développement a été compensée en partie par la baisse des prix des denrées alimentaires (le prix des produits a diminué d'environ un quart depuis 1996) et des taux de fret (les taux d'affrètement du PAM ont baissé d'environ 10 pour cent depuis la même année).

144. L'augmentation de la proportion des contributions multilatérales à emploi spécifique pour des projets de développement—29 pour cent en 1998—est une tendance préoccupante. Entre autres, ces contributions à emploi spécifique font qu'il est difficile de cibler systématiquement des ressources sur les plus nécessiteux et elles déforment parfois l'allocation des ressources. Dès 1998, les donateurs ont, par l'entremise du PAM, dirigé vers certains pays un tel volume de ressources pour des projets de développement qu'elles n'ont pas pu être intégralement utilisées, tandis qu'il a fallu réduire l'ampleur des activités dans d'autres pays, les ressources étant insuffisantes pour les financer intégralement. Si cette tendance à l'augmentation des contributions multilatérales à emploi spécifique se maintient, le PAM aura de plus en plus de peine à orienter la majorité de son aide au développement, comme il en a l'obligation, vers les pays les plus pauvres et à le faire efficacement et économiquement.
145. Les ressources fournies pour les opérations d'urgence ont augmenté considérablement, spécialement dans le cas des Etats-Unis, qui ont presque triplé leurs contributions. En outre, le PAM a reçu près d'un milliard de dollars pour les opérations d'urgence en 1998, soit une hausse de 80 pour cent par rapport à 1997. Même ainsi, les ressources disponibles ont été inférieures aux besoins, dans une proportion de 23 pour cent (en termes de tonnage, au prorata pour l'année civile). Cette pénurie de ressources a eu un impact particulier sur les opérations d'urgence à Cuba, en Arménie, en République démocratique du Congo et en Zambie et s'est traduite soit par des interruptions dans la distribution des rations, soit par une sérieuse réduction de celles-ci. Les autres opérations qui ont dû être réduites, faute de ressources, ont été celles menées en Amérique centrale, en Chine, en Iraq, au Kenya, en Ouganda, au Pakistan, dans la région des Grands Lacs et au Soudan. En Zambie, il a fallu, faute de produits, retarder de trois mois la distribution de secours d'urgence à 700 000 victimes de la sécheresse, ce qui a prolongé les souffrances des populations affectées et empêché d'introduire des projets vivres-contre-travail visant à encourager les activités de relèvement. Au Kenya, du fait de l'insuffisance des ressources, le PAM n'a pas pu soit distribuer un assortiment alimentaire équilibré, soit satisfaire pleinement les besoins énergétiques des victimes de la sécheresse. De ce fait, cette opération du PAM n'a pas réussi aussi bien qu'elle l'aurait pu à réduire les taux de malnutrition.

Les problèmes de ressources dans la région des Grands Lacs

En 1998, l'insuffisance des ressources disponibles aux fins des opérations de secours dans la région des Grands Lacs, jointe au fait que les donateurs ont spécifiquement affecté leurs contributions à des pays donnés plutôt qu'à l'opération régionale dans son ensemble, a eu d'importantes conséquences pour les bénéficiaires du PAM. Bien que les stocks conservés dans la région—représentant en moyenne l'équivalent de plus de 10 semaines de distribution—aient toujours été suffisants pour faire face à l'ensemble des besoins alimentaires, ils n'ont souvent pas pu être utilisés pour distribuer équitablement les vivres à tous. De ce fait, le PAM a dû, après avoir sollicité l'approbation des donateurs, procéder à une série d'échanges et d'emprunts qui, s'ils ont permis d'éviter que cette situation ait un impact majeur sur les bénéficiaires, n'a été possible qu'au prix d'un renchérissement considérable des opérations et d'un alourdissement sensible des travaux d'administration.

Pour compliquer encore les choses, le PAM a dû faire correspondre les ressources disponibles aux capacités de livraison et de distribution, limitées par la détérioration des conditions de sécurité. En Tanzanie, la distribution de rations générales a dû être réduite lorsque des inondations ont rendu les itinéraires de transport impraticables. Ainsi, le nombre de personnes demandant à bénéficier des programmes nutritionnels a beaucoup augmenté après la réduction des rations générales.



Manquant d'huile végétale après la mi-1998, le PAM a dû accorder la priorité aux interventions et programmes de nutrition en faveur des groupes vulnérables. Pour compenser le manque d'huile dans la ration générale, les quantités de céréales et de légumineuses ont été augmentées, mais l'élimination de l'huile de l'assortiment alimentaire a eu un effet notable sur les taux de participation aux projets vivres-contre-travail, qui ont souffert de taux d'abandon très élevés. L'état nutritionnel des bénéficiaires dans les communes particulièrement exposées à l'insécurité alimentaire n'a pas pu non plus être véritablement amélioré.

Dans le cas des réfugiés et des personnes déplacées qui étaient les plus tributaires de l'aide alimentaire et dont les mécanismes de survie étaient les plus faibles, le manque d'huile s'est traduit par un régime faisant une place excessive aux céréales, ce qui a eu un effet sur la nutrition, particulièrement des enfants et des femmes.

Du fait des problèmes de livraison rencontrés pendant l'année, les distributions d'aliments mélangés aux réfugiés et aux personnes déplacées ont été insuffisantes aussi. Pour compenser cet état de choses, le PAM a distribué de la farine de maïs enrichie ou, dans certains cas, un mélange de farine de maïs et de lait écrémé en poudre.

146. Dans certains cas, comme en Amérique centrale, au Bangladesh, en Chine et au Kenya, le PAM a pu emprunter des ressources sur celles allouées à des projets de développement en cours dans la région pour faire face à certains des besoins alimentaires d'urgence. Toutefois, du fait de l'insuffisance des ressources fournies pour les opérations d'urgence, il sera sans doute difficile de remplacer en temps utile les produits ainsi empruntés. De plus, à la suite de la diminution des ressources fournies pour des activités de développement, il sera de plus en plus difficile aussi de procéder à de tels emprunts de produits à l'avenir.
147. Depuis l'introduction des IPSR en 1998, le PAM a commencé à convertir les opérations d'urgence d'une durée de plus de deux ans en interventions prolongées de secours et de redressement. Globalement, les donateurs ont réservé un accueil positif à cette nouvelle catégorie d'activités, pour laquelle il a été versé au total 322 millions de dollars de contributions, soit un peu plus qu'en 1997. Néanmoins, le PAM n'a pas reçu autant de ressources qu'il avait demandé pour ses opérations en Angola, dans la région du Libéria et en Sierra Leone. Heureusement, les donateurs ont laissé au PAM une certaine latitude pour ce qui est de réorienter et d'utiliser les ressources fournies, ce qui lui a permis de faire face aux besoins les plus pressants et de répondre à l'évolution de la situation, marquée tout d'abord par une flambée puis par accalmie des conflits.

Compte d'intervention immédiate (CII)

148. En 1998, le CCI a été largement utilisé pour financer des achats locaux et régionaux de produits pour faire face aux besoins alimentaires les plus urgents pendant les premières phases - critiques - des situations d'urgence en attendant que les donateurs confirment leurs contributions. En Chine, en Guinée-Bissau, au Honduras et en Indonésie, le PAM a avancé des fonds prélevés sur le CCI dans les quelques heures suivant l'apparition de la situation d'urgence. En tout, 30,4 millions de dollars ont été avancés sur le CCI pour faire face aux nouvelles situations d'urgence et pour éviter de créer dans la filière des interruptions qui auraient eu un impact marqué sur les opérations de secours en cours. Le financement ainsi assuré au moyen du CCI est le plus élevé qui ait été enregistré depuis sa création, en 1991.
149. Toutefois, la multiplication des situations d'urgence pendant l'année et le nombre limité de contributions qui ont été versées pour le reconstituer ont réduit le montant du CCI. La tendance à la baisse des contributions au Compte d'intervention immédiate s'est poursuivie en 1998, les contributions totales n'atteignant que 15 millions de dollars—ce chiffre n'a jamais été aussi faible—soit 40 pour cent seulement de l'objectif annuel de 35 millions de dollars. Simultanément, il n'a pas été possible de rembourser les prélèvements effectués sur



le CCI en raison de l'insuffisance des ressources nécessaires au financement de certaines opérations d'urgence pour lesquelles il avait déjà été opéré des prélèvements: des 30 millions de dollars avancés sur le CCI pour les opérations d'urgence pendant l'année, huit millions de dollars seulement ont été remboursés. Cela étant, compte tenu des soldes reportés de 1998 et des montants recyclés au titre d'opérations d'urgence en cours, le solde d'ouverture du CCI en 1999 n'était que de 10,2 millions de dollars.

Distribution de produits enrichis en micronutriments

150. Pour les pauvres, l'essentiel est évidemment d'avoir assez d'aliments pour satisfaire leurs besoins énergétiques. Mais, souvent, les aliments à leur portée sont des aliments de base monotones qui apportent certes l'énergie mais pas tous les micronutriments dont l'organisme a besoin pour croître et se développer normalement et pour rester en bonne santé. Grâce à une contribution de 20 millions de dollars canadiens versés au Programme de promotion de la santé de la femme et de l'enrichissement des aliments en micronutriments, le PAM a, ces dernières années, veillé tout particulièrement à faire en sorte que l'assistance fournie aux groupes vulnérables comporte un apport approprié en micronutriments.
151. Les micronutriments proviennent surtout de produits animaux, de fruits et de légumes, qui sont généralement inabordables pour les pauvres. Cela étant, la seule solution, dans l'immédiat, consiste à enrichir en micronutriments les aliments de base que mangent les pauvres. Les études de la Banque mondiale montrent qu'après la satisfaction des besoins énergétiques et protéiques, l'enrichissement des aliments en micronutriments est le moyen le plus efficace et le plus économique de remédier à la malnutrition.
152. Depuis 1998, tout le sel du PAM est iodé, toute l'huile végétale et tout le lait écrémé en poudre distribués par le PAM sont enrichis en vitamine A et, en cas de besoin, en vitamine D, toute la farine de blé et de maïs est enrichie en vitamine B complexe et en fer, et tous les aliments mélangés et biscuits à haute teneur énergétique livrés par le PAM sont enrichis en 12 micronutriments différents au moins.
153. Cependant, les aliments ne peuvent pas tous être enrichis. Les céréales et les légumineuses—qui représentent 80 pour cent des produits distribués par le PAM—ne peuvent être enrichies qu'une fois transformées en farine. Plusieurs tentatives ont été faites par le passé pour mettre sur pied des meuneries locales dans le cadre des interventions du PAM, particulièrement dans ses opérations de secours aux réfugiés, dans le cas desquelles il est généralement difficile de distribuer des aliments frais. L'expérience acquise jusqu'à présent montre cependant que ces meuneries ne tardent pas à être hors d'usage, habituellement par suite d'un entretien insuffisant ou d'une mauvaise gestion. Le problème fait actuellement l'objet d'une étude détaillée et l'on envisage une nouvelle formule qui consisterait à avoir recours à des ONG pour assurer des services locaux de meunerie. Si ce problème peut être résolu, il devrait être possible d'élargir la gamme d'aliments enrichis distribués par le PAM.

Stratégie de mobilisation de ressources

154. Le PAM a décidé de mettre un accent plus marqué sur les activités de mobilisation afin de renforcer et d'élargir sa base de ressources—fonds aussi bien que produits—et d'améliorer la prévisibilité et la fiabilité du financement sur lequel il peut compter. Pendant toute l'année 1998, des efforts concertés ont été déployés pour resserrer la coordination des activités de mobilisation de fonds du siège et des bureaux extérieurs. Les chefs des pôles régionaux et directeurs de pays du PAM jouent un rôle critique dans la mobilisation des



ressources pour les activités en cours en veillant à ce que les représentants des donateurs qui se trouvent dans le pays soient tenus informés des opérations réalisées et puissent constater de première main comment les projets du PAM viennent en aide aux plus nécessiteux. Pour faciliter ce processus, il a été élaboré en 1998 de nouvelles directives tendant à faciliter et à renforcer les activités de mobilisation de ressources sur le terrain.

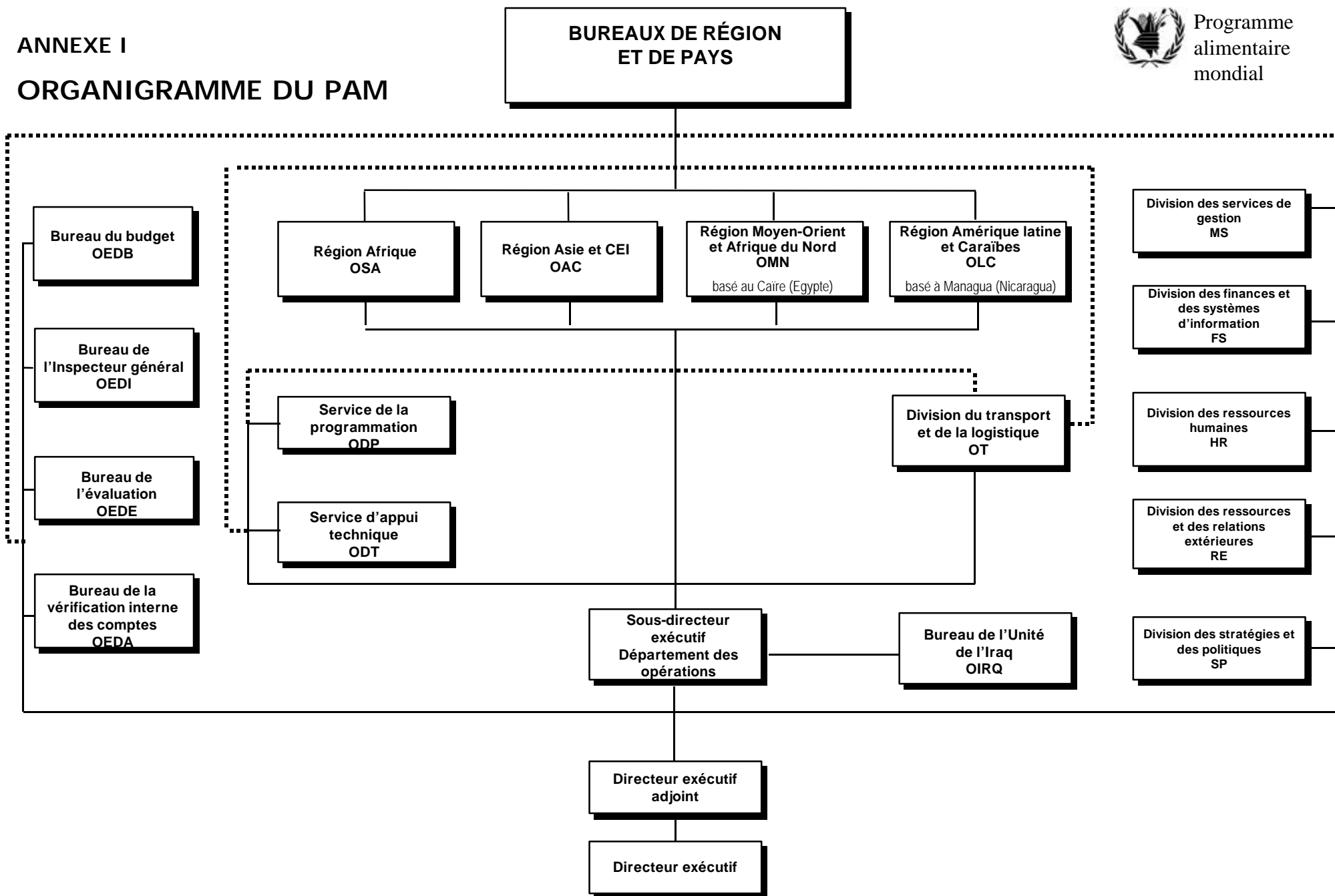
155. Le PAM appuie d'autres façons des modalités plus novatrices de coopération avec les donateurs. L'une des principales initiatives prises à cet égard a été de créer un bureau de représentation du PAM à Washington afin de faire mieux comprendre l'oeuvre accomplie par le PAM aux Etats-Unis, qui est le principal donateur au Programme, ainsi que pour tenir informées les nombreuses ONG qui ont leur siège dans la région de Washington. Ce bureau de Washington complétera les efforts réalisés par les autres bureaux de liaison du PAM à New York, à Genève, à Bruxelles et à Yokohama.
156. Les donateurs ont continué d'appuyer les efforts entrepris par le PAM pour améliorer la qualité des projets; cet appui a revêtu la forme de contributions au Fonds hollandais pour l'amélioration de la qualité, d'une participation du Gouvernement finlandais au Plan d'action pour la parité entre les sexes et d'une assistance technique de l'Allemagne. En 1998, le PAM a sollicité le concours de plusieurs donateurs—dont l'Allemagne, les Pays-Bas et le Royaume-Uni—pour financer des projets d'assistance technique tendant à améliorer l'efficacité des activités de secours et de développement en cours. Cet effort sera élargi en 1999.



Annexes et cartes



ANNEXE I
ORGANIGRAMME DU PAM



ANNEXE II: PROFIL DE L'AIDE ALIMENTAIRE DANS LE MONDE (1993-98)
--

	1993	1994	1995	1996	1997	1998 ¹
1. Livraisons totales d'aide alimentaire (en millions de tonnes d'équivalent céréales en grains)	17,3	12,8	10,2	7,4	7,3	8,0
Céréales	15,4	11,0	8,8	6,4	6,5	7,0
Autres produits	1,9	1,8	1,4	1,0	0,8	1,0
2. Achat de produits alimentaires dans les pays en développement (en pourcentage du total)	9	11	15	16	17	11
3. Livraisons d'aide alimentaire par modalité (pourcentage du total)						
Opérations bilatérales	62	52	50	45	29	39
Opérations multilatérales (le PAM représentant plus de 95 pour cent)	24	27	29	36	43	35
ONG	14	21	21	19	28	26
4. Livraisons d'aide alimentaire par catégorie (en pourcentage du total)						
Programmes	61	45	43	39	22	31
Secours	24	34	34	37	46	37
Projets	15	21	23	24	32	32
5. Livraisons d'aide alimentaire par région (pourcentage du total)						
Afrique subsaharienne	29	34	32	36	33	37
Asie	12	20	24	28	39	37
Europe et CEI	41	29	29	18	14	10
Amérique latine et Caraïbes	12	11	9	11	9	12
Afrique du Nord et Moyen-Orient	6	7	6	8	5	4
6. Livraisons d'aide alimentaire par catégorie de pays (pourcentage du total)						
Pays en développement	66	83	87	91	91	93
Pays à faible revenu et à déficit vivrier	53	75	80	82	87	85
Pays les moins avancés	27	42	40	47	48	48
7. Livraisons totales d'aide alimentaire sous forme de céréales exprimée en pourcentage:						
De la production mondiale de céréales	0,9	0,6	0,5	0,3	0,3	0,4
Des importations mondiales de céréales ²	7,7	5,4	4,2	3,0	2,9	3,3
8. Livraisons d'aide alimentaire sous forme de céréales aux pays à faible revenu et à déficit vivrier en pourcentage:						
De la production de céréales de ces pays	1,1	1,1	0,9	0,6	0,7	0,7
Des importations de ces pays ²	12,5	11,5	9,0	7,6	6,8	8,6

¹ Chiffres provisoires.

² Les statistiques des importations se rapportent aux périodes allant de juillet à juin de l'année indiquée, sauf dans le cas du riz, pour lequel les statistiques se réfèrent à l'année civile indiquée.

Sources: PAM (INTERFAIS), février 1999, et FAO, Perspectives de l'alimentation, février 1999.



**ANNEXE III TABLEAU 1: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM¹
PAR RÉGION ET CATÉGORIE DE PROJET 1994-98 (en milliers de dollars)**

	1994		1995		1996		1997		1998 ²	
	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%
TOTAL GÉNÉRAL	1 412 996	100	1 096 661	100	1 077 309	100	1 081 148	100	1 237 547	100
DÉVELOPPEMENT	311 474	22	340 844	31	279 091	26	332 692	31	254 319	21
Développement agricole et rural	180 923		175 008		134 276		185 346		133 855	
Production agricole	134 919		149 213		116 037		159 466		99 780	
Réserves alimentaires	-17		3 896		821		-143		2	
Infrastructure rurale	29 596		19 197		16 059		19 725		29 465	
Colonisation agraire	16 425		2 702		1 359		6 298		4 608	
Mise en valeur des ressources humaines	130 551		165 836		144 815		147 346		120 464	
SMI et enseignement primaire	109 486		140 684		122 678		107 465		97 841	
Alphabétisation et autre type d'enseignement	21 065		25 152		22 137		39 881		22 623	
SECOURS	873 501	62	613 924	56	737 655	68	703 366	65	915 500	74
Urgence	609 815		426 377		488 779		469 029		696 990	
Sécheresse/mauvaises récoltes	110 627		60 277		20 255		65 817		235 372	
Catastrophes causées par l'homme	494 078		363 700		442 267		285 215		359 207	
Catastrophes naturelles soudaines	5 110		2 400		26 257		117 997		102 411	
IPS ET IPSR	263 686		187 547		248 876		234 337		218 510	
Projets d'intervention prolongée en faveur de personnes déplacées	109 119		116 180		157 558		132 992		122 361	
Projets d'intervention prolongée en faveur de réfugiés	154 567		71 367		91 318		101 345		96 149	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	0		0		18 457	2	20 654	2	34 111	3
FONDS FIDUCIAIRES³	207 746	15	141 644	13	31 124	3	11 077	1	23 920	2
AUTRES⁴	20 275	1	249		10 982	1	13 359	1	9 697	1

**ANNEXE III TABLEAU 1: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM¹
PAR RÉGION ET CATÉGORIE DE PROJET 1994-98 (en milliers de dollars)**

	1994		1995		1996		1997		1998 ²	
	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	838 625	100	616 181	100	553 323	100	501 691	100	646 925	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	59		56		51		46		52	
DÉVELOPPEMENT	84 138	10	118 238	19	90 149	16	96 912	19	81 035	13
Développement agricole et rural	30 473		51 786		25 067		45 522		41 333	
Production agricole	20 714		41 330		19 958		36 623		27 839	
Réserves alimentaires	12		3 896		821		-143		2	
Infrastructure rurale	9 459		6 241		4 204		8 781		13 126	
Colonisation agraire	288		319		84		261		366	
Mise en valeur des ressources humaines	53 665		66 452		65 082		51 390		39 702	
SMI et enseignement primaire	47 112		57 575		58 584		45 318		33 944	
Alphabétisation et autre type d'enseignement	6 553		8 877		6 498		6 072		5 758	
SECOURS	609 606	73	422 786	69	434 568	79	403 959	81	538 551	83
Urgence	428 221		298 359		256 564		256 717		371 064	
Sécheresse/mauvaises récoltes	108 840		60 275		20 200		64 192		56 566	
Catastrophes causées par l'homme	314 900		238 084		236 364		187 972		292 071	
Catastrophes naturelles soudaines	4 481		0		0		4 553		22 427	
IPS ET IPSR	181 385		124 427		178 004		147 242		167 487	
Projets d'intervention prolongée en faveur de personnes déplacées	87 230		72 329		106 926		64 080		89 698	
Projets d'intervention prolongée en faveur de réfugiés	94 155		52 098		71 078		83 162		77 789	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	0		0		13 478	2	5 196	1	19 101	3
FONDS FIDUCIAIRES³	144 881	17	75 157	12	15 128	3	-4 376		8 238	1

**ANNEXE III TABLEAU 1: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM¹
PAR RÉGION ET CATÉGORIE DE PROJET 1994-98 (en milliers de dollars)**

	1994		1995		1996		1997		1998 ²	
	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%
ASIE	232 745	100	181 929	100	198 858	100	352 744	100	400 980	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	16		17		18		33		32	
DÉVELOPPEMENT	126 633	54	97 586	54	100 274	50	149 670	42	102 007	25
Développement agricole et rural	92 668		68 428		69 626		103 326		61 186	
Production agricole	84 118		66 749		66 981		98 332		55 898	
Réserves alimentaires	-29		0		0		0		0	
Infrastructure rurale	2 485		1 383		2 687		4 994		5 274	
Colonisation agraire	6 094		296		-42		0		14	
Mise en valeur des ressources humaines	33 965		29 158		30 648		46 344		40 821	
SMI et enseignement primaire	20 332		17 056		21 728		21 992		24 414	
Alphabétisation et autre type d'enseignement	13 633		12 102		8 920		24 352		16 407	
SECOURS	82 798	36	56 064	31	89 243	45	194 623	55	294 246	73
Urgence	10 162		2 438		26 336		112 489		251 684	
Sécheresse/mauvaises récoltes	1 799		5		56		3		171 046	
Catastrophes causées par l'homme	7 784		20		23		2 032		3 942	
Catastrophes naturelles soudaines	579		2 413		26 257		110 454		76 696	
IPS ET IPSR	72 636		53 626		62 907		82 134		42 562	
Projets d'intervention prolongée en faveur de personnes déplacées	21 890		43 851		50 632		68 912		32 696	
Projets d'intervention prolongée en faveur de réfugiés	50 746		9 775		12 275		13 222		9 866	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	0		0		0		1 243	0	1 064	0
FONDS FIDUCIAIRES³	23 314	10	28 279	16	9 341	5	7 208	2	3 663	1

**ANNEXE III TABLEAU 1: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM¹
PAR RÉGION ET CATÉGORIE DE PROJET 1994-98 (en milliers de dollars)**

	1994		1995		1996		1997		1998 ²	
	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%
EUROPE ET CEI	186 586	100	130 929	100	165 406	100	77 503	100	57 140	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	13		12		15		7		5	
SECOURS	152 097	82	99 281	76	157 810	95	74 787	96	56 099	98
Urgence	152 097		99 281		157 810		74 787		56 099	
Catastrophes causées par l'homme	152 097		99 281		157 810		74 787		56 099	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	0		0		4 979	3	3 045	4	641	1
FONDS FIDUCIAIRES³	34 489	18	31 648	24	2 617	2	-329		400	1

**ANNEXE III TABLEAU 1: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM¹
PAR RÉGION ET CATÉGORIE DE PROJET 1994-98 (en milliers de dollars)**

	1994		1995		1996		1997		1998 ²	
	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	58 968	100	89 155	100	60 957	100	52 743	100	63 853	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	4		8		6		5		5	
DÉVELOPPEMENT	53 398	91	84 803	95	57 178	94	46 106	87	49 259	77
Développement agricole et rural	30 843		29 160		22 895		15 414		19 379	
Production agricole	13 058		17 262		16 561		10 933		8 428	
Infrastructure rurale	17 608		11 451		6 120		4 480		10 951	
Colonisation agraire	177		447		214		1		0	
Mise en valeur des ressources humaines	22 555		55 643		34 283		30 692		29 880	
SMI et enseignement primaire	22 555		55 621		32 049		29 211		29 893	
Alphabétisation et autre type d'enseignement	0		22		2 234		1 481		-13	
SECOURS	2 253	4	1 757	2	1 185	2	5 647	11	11 324	18
Urgence	294		968		1 383		5 633		11 324	
Sécheresse/mauvaises récoltes	-6		-2		0		1 621		7 750	
Catastrophes causées par l'homme	231		970		1 383		1 087		275	
Catastrophes naturelles soudaines	69		0		0		2 925		3 299	
IPS ET IPSR	1 959		789		-198		14		0	
Projets d'intervention prolongée en faveur de réfugiés	1 959		789		-198		14		0	
FONDS FIDUCIAIRES³	3 317	6	2 595	3	2 594	4	990	2	3 270	5

**ANNEXE III TABLEAU 1: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM¹
PAR RÉGION ET CATÉGORIE DE PROJET 1994-98 (en milliers de dollars)**

	1994		1995		1996		1997		1998 ²	
	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%
AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT	75 795	100	78 221	100	87 786	100	83 106	100	58 956	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	5		7		8		8		5	
DÉVELOPPEMENT	47 303	62	40 218	51	31 491	36	40 002	48	22 018	37
Développement agricole et rural	26 937		25 634		16 689		21 081		11 958	
Production agricole	17 028		23 872		12 537		13 577		7 615	
Infrastructure rurale	43		122		3 049		1 469		114	
Colonisation agraire	9 866		1 640		1 103		6 035		4 229	
Mise en valeur des ressources humaines	20 366		14 584		14 802		18 921		10 060	
SMI et enseignement primaire	19 487		10 432		10 318		10 944		9 590	
Alphabétisation et autre type d'enseignement	879		4 152		4 484		7 977		470	
SECOURS	26 747	35	34 038	44	54 851	62	24 350	29	15 284	26
Urgence	19 040		25 334		46 687		19 402		6 824	
Sécheresse/mauvaises récoltes	-6		0		0		0		0	
Catastrophes causées par l'homme	19 065		25 347		46 687		19 337		6 824	
Catastrophes naturelles soudaines	-19		-13		0		65		0	
IPS ET IPSR	7 707		8 704		8 164		4 948		8 460	
Projets d'intervention prolongée en faveur de personnes déplacées	0		0		0		0		0	
Projets d'intervention prolongée en faveur de réfugiés	7 707		8 704		8 164		4 948		8 460	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	0		0		0		11 170	13	13 305	23
FONDS FIDUCIAIRES³	1 745	2	3 965	5	1 444	2	7 584	9	8 349	14

¹ A l'exclusion des dépenses d'administration et d'appui aux programmes. Dans ce tableau, les dépenses au titre des articles non alimentaires figurent sous la rubrique "Fonds fiduciaires".

² Chiffres provisoires.

³ Les dépenses au titre des Fonds fiduciaires comprennent les opérations bilatérales, les programmes des administrateurs auxiliaires et d'autres fonds fiduciaires.

⁴ Les dépenses opérationnelles telles que les coûts d'assurance qui ne peuvent être ventilées par projet/opération.

**ANNEXE III TABLEAU 1: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM¹
PAR RÉGION ET CATÉGORIE DE PROJET 1994-98 (en milliers de dollars)**

1994		1995		1996		1997		1998 ²	
Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%

Les montants négatifs représentent les ajustements financiers.

ANNEXE III TABLEAU 2: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM¹ PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'AIDE, 1995-98 (en milliers de dollars)

	1995				1996					1997					1998 ²				
	Développement	Secours	Extra-budgétaire	Total	Développement	Secours	Opérations spéciales	Fonds Fiduciaires ⁴	Total	Développement	Secours	Opérations spéciales	Fonds Fiduciaires ⁴	Total	Développement	Secours	Opérations spéciales	Fonds Fiduciaires ⁴	Total
AFRIQUE SUBSAHARIENNE																			
Angola	-214	33 348	9 217	42 350	0	60 031	6 603	162	66 797	0	53 869	6 133	-307	59 694	832	27 984	9 366	348	38 532
Bénin	5 604	422	-133	5 892	2 803	691	0	94	3 588	4 279	17	0	76	4 373	4 555	0	0	254	4 809
Botswana	4 654	0	111	4 766	2 968	-6	0	-1	2 961	44	0	0	-45	-1	2	0	0	0	2
Burkina Faso	7 738	660	30	8 430	5 008	1 487	0	228	6 724	4 444	1 109	0	48	5 602	7 339	26	0	766	8 132
Burundi ³	2 238	1 823	12 464	16 525	526	-330	0	91	286	-38	60	0	-242	-219	210	168	0	-307	70
Cameroun	2 383	0	110	2 493	1 578	0	0	0	1 578	805	0	0	0	804	67	2 684	0	14	2 766
Cap-Vert	7 759	0	1 417	9 176	6 937	0	0	-1	6 935	2 951	0	0	-5	2 946	1 934	0	0	40	1 974
République centrafricaine	127	-1 516	0	-1 388	-7	-31	0	114	74	1 168	-73	0	19	1 114	766	0	0	39	805
Tchad	7 400	0	212	7 612	13 747	0	0	65	13 812	3 152	3 071	0	-2	6 221	2 490	1 985	0	85	4 561
Comores	1 512	0	0	1 512	-309	0	0	0	-309	-129	0	0	0	-129	0	0	0	0	0
Congo	-44	1	0	-43	16	-2	0	0	14	-46	-24	0	0	-70	0	0	0	0	0
Congo, Rép. dém. du	0	24 333	1 413	25 747	0	-593	0	4 132	3 538	273	-4 447	0	358	-3 815	337	197	0	62	597
Côte d'Ivoire ³	2 632	1	29	2 663	5 951	-1	0	23	5 974	3 120	0	0	-23	3 097	831	0	0	1 009	1 840
Djibouti	388	3 032	275	3 696	224	817	0	-2	1 038	14	2 247	0	9	2 271	225	1 150	0	8	1 383
Guinée équatoriale	2 242	0	0	2 242	45	0	0	0	45	-240	0	0	-32	-272	0	0	0	0	0
Erythrée	485	3 989	3 753	8 228	5	-2 517	0	-17	-2 528	-85	-1 587	0	-687	-2 360	0	71	0	253	324
Ethiopie	16 550	38 730	8 307	63 588	8 126	36 221	0	1 349	45 697	25 111	59 501	0	-1 122	83 490	16 553	54 351	0	1 043	71 948
Gambie	-235	0	0	-235	904	0	0	0	904	2 020	0	0	47	2 067	2 617	0	0	0	2 617
Ghana ³	3 097	6 249	252	9 599	106	-515	0	13	-394	1 834	-767	0	-12	1 054	1 474	0	0	142	1 617
Guinée ³	897	14	139	1 052	841	-14	0	0	826	-163	0	0	0	-163	1 301	691	0	0	1 992
Guinée-Bissau	1 137	694	26	1 858	4 463	-6	0	0	4 456	1 970	0	0	-3	1 967	-46	3 589	0	0	3 543
Kenya	-1 209	7 454	3 433	9 679	2 285	15 368	0	-78	17 575	4 260	27 155	0	-453	30 962	3 909	31 515	1 875	572	37 872

ANNEXE III TABLEAU 2: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM¹ PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'AIDE, 1995-98 (en milliers de dollars)

	1995					1996					1997					1998 ²						
	Dévelop- pement	Secours	Extra- budgétaire	Total		Dévelop- pement	Secours	Opérations spéciales	Fonds Fiduciaires ⁴	Total		Dévelop- pement	Secours	Opérations spéciales	Fonds Fiduciaires ⁴	Total		Dévelop- pement	Secours	Opérations spéciales	Fonds Fiduciaires ⁴	Total
Lesotho	3 901	3 033	376	7 311		4 485	1 805	0	499	6 790		3 411	20	0	-8	3 423		2 881	2	0	9	2 893
Libéria ³	0	59 350	4 450	63 800		0	68 937	430	-406	68 962		0	19 698	289	-257	19 730		1 009	40 369	2 030	284	43 694
Madagascar	1 310	58	3 485	4 853		1 530	-16	0	121	1 635		2 504	295	0	9	2 809		2 769	134	0	26	2 930
Malawi	2 928	20 004	3 991	26 924		3 436	4 367	0	86	7 890		2 372	-767	0	-651	953		1 996	1 591	0	209	3 797
Mali	4 172	0	40	4 212		4 000	0	0	17	4 017		2 956	4 435	0	0	7 392		1 823	3 027	0	169	5 020
Mauritanie	5 344	1 984	-83	7 245		1 583	3 523	0	20	5 127		4 371	5 760	0	-13	10 118		2 620	97	0	74	2 792
Maurice	2 335	0	0	2 335		91	0	0	0	91		12	0	0	0	12		2	0	0	0	2
Mozambique	2 367	11 789	1 835	15 992		-99	12 930	0	156	12 987		1 138	4 884	0	-971	5 050		4 961	4 602	0	1 808	11 372
Namibie	674	709	51	1 435		866	-136	0	0	730		0	-4	0	0	-3		0	0	0	0	0
Niger	7 290	0	778	8 069		6 632	0	0	39	6 672		8 166	0	0	57	8 224		6 092	0	0	270	6 363
Nigéria	0	0	0	0		0	0	0	6	6		0	0	0	-1	-1		0	0	0	0	0
Rwanda ³	2 164	138 197	10 351	150 714		1 164	184 776	5 936	4 508	196 385		6 049	141 210	-1 963	-408	144 889		-171	108 128	3 897	-7	111 847
Sao Tomé-et-Príncipe	2 180	0	3	2 180		263	0	0	0	263		225	0	0	0	225		528	0	0	0	528
Sénégal	3 608	1 283	1 045	5 937		1 627	-68	0	270	1 829		2 628	-366	0	141	2 403		3 056	0	0	342	3 399
Seychelles	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0		0	0	0	0	0
Sierra Leone	2 911	0	84	2 995		496	13 323	226	-142	13 903		-310	11 529	-133	0	11 085		0	23 742	38	50	23 830
Somalie	1	15 723	8 217	23 942		0	4 277	120	601	4 999		0	8 070	825	89	8 985		0	22 535	589	812	23 937
Soudan	5 745	1 698	-5 016	2 427		3 666	15 015	126	-2 853	15 955		5 637	25 992	0	726	32 357		3 972	160 526	1 302	463	166 264
Swaziland	0	1 432	73	1 506		0	1 898	0	0	1 898		0	108	0	0	108		0	-17	0	0	-17
Tanzanie ³	1 407	18 682	1 807	21 897		-12	-340	0	5 603	5 250		-35	12 572	0	-571	11 964		942	13 529	0	-619	13 852
Togo	255	170	2	428		57	240	0	0	298		0	-18	0	-17			0	0	0	0	0
Ouganda	3 638	18 914	1 042	23 595		1 833	12 168	0	141	14 143		2 357	29 053	0	-66	31 344		216	30 123	0	29	30 369
Zambie	852	11 949	2 250	15 053		2 299	1 319	0	282	3 901		674	1 351	0	-70	1 955		2 930	5 585	0	-16	8 498

ANNEXE III TABLEAU 2: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM¹ PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'AIDE, 1995-98 (en milliers de dollars)

	1995				1996					1997					1998 ²				
	Développement	Secours	Extra-budgétaire	Total	Développement	Secours	Opérations spéciales	Fonds Fiduciaires ⁴	Total	Développement	Secours	Opérations spéciales	Fonds Fiduciaires ⁴	Total	Développement	Secours	Opérations spéciales	Fonds Fiduciaires ⁴	Total
Zimbabwe	0	-1 438	0	-1 438	0	-52	0	0	-52	0	0	0	0	0	0	154	0	0	154
Non spécifié	0	0	-690	-690	0	0	34	0	34	0	0	43	0	43	0	0	0	0	0
TOTAL POUR LA RÉGION	118 238	422 785	75 156	616 183	90 147	434 568	13 477	15 128	553 321	96 912	403 958	5 196	-4 375	501 691	81 035	538 551	19 100	8 237	646 925
ASIE																			
Afghanistan	0	25 620	5 330	30 951	0	41 672	0	367	42 040	0	50 983	0	-428	50 555	0	18 404	0	-303	18 100
Bangladesh	33 550	7 072	115	40 737	25 401	2 668	0	59	28 129	56 840	3 426	0	182	60 449	36 782	30 946	0	1 019	68 748
Bhoutan	1 463	0	16	1 479	1 675	0	0	432	2 108	1 892	0	0	41	1 933	1 320	0	0	228	1 549
Cambodge	0	14 462	13 275	27 738	0	8 594	0	4 885	13 479	0	15 283	0	-1 070	14 212	0	11 857	0	214	12 072
Chine	21 183	0	31	21 214	22 416	0	0	0	22 416	38 152	0	0	0	38 152	15 323	9 204	0	0	24 528
Inde	21 739	0	1 415	23 155	28 352	0	0	825	29 177	23 642	0	0	176	23 818	23 760	0	0	132	23 892
Indonésie	1 109	58	0	1 169	-58	-2	0	0	-60	-1	0	0	0	-1	0	81 553	0	0	81 553
Corée, RPD de	0	1 936	121	2 057	0	22 183	0	215	22 398	0	99 300	0	5 360	104 661	0	125 806	0	611	126 418
Laos, Rép. dém. pop.	0	-37	1 663	1 625	0	4 042	0	447	4 490	0	11 155	0	832	11 988	0	2 083	0	0	2 083
Malaisie	0	0	0	0	0	0	0	15	15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Mongolie	0	-7	-11	-18	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Myanmar	0	0	1 252	1 252	0	0	0	1 335	1 335	0	0	0	1 564	1 564	0	33	0	1 282	1 316
Népal	2 037	4 640	1 586	8 264	5 309	7 116	0	51	12 476	4 526	5 767	0	-1	10 292	4 591	6 605	0	154	11 352
Pakistan	3 135	-2 323	2 436	3 248	3 200	2 367	0	124	5 692	9 511	5 169	1 242	456	16 379	8 013	1 363	981	195	10 553
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	82	0	82
Philippines	720	896	6	1 624	-20	7	0	0	-13	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0
Sri Lanka	1 279	3 502	6	4 788	2 135	336	0	76	2 544	1 261	2 626	0	0	3 887	969	2 403	0	128	3 501

ANNEXE III TABLEAU 2: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM¹ PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'AIDE, 1995-98 (en milliers de dollars)

	1995				1996					1997					1998 ²				
	Développement	Secours	Extra-budgétaire	Total	Développement	Secours	Opérations spéciales	Fonds Fiduciaires ⁴	Total	Développement	Secours	Opérations spéciales	Fonds Fiduciaires ⁴	Total	Développement	Secours	Opérations spéciales	Fonds Fiduciaires ⁴	Total
Thaïlande	0	0	-128	-128	0	0	0	-15	-15	0	908	0	0	907	0	3 812	0	0	3 812
Viet Nam	11 367	241	1 159	12 769	11 860	254	0	521	12 637	13 846	0	0	94	13 940	11 244	168	0	-1	11 411
TOTAL POUR LA RÉGION	97 586	58 063	28 279	181 928	100 273	89 241	0	9 340	198 854	149 670	194 622	1 242	7 207	352 741	102 006	294 244	1 063	3 663	400 976
EUROPE ET CEI																			
Albanie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 533	0	0	3 533	0	396	0	0	396
Arménie	0	4 112	883	4 995	0	3 042	0	315	3 358	0	2 890	0	-1	2 888	0	6 084	0	-14	6 070
Azerbaïdjan	0	4 746	193	4 939	0	4 253	0	9	4 263	0	3 472	0	0	3 472	0	3 441	0	0	3 441
Bosnie-Herzégovine	0	0	152	152	0	0	0	6	6	0	0	0	-4	-4	0	0	0	-1	-1
Bulgarie	0	0	0	0	0	0	0	15	15	0	0	0	-15	-15	0	0	0	0	0
Géorgie	0	6 089	348	6 437	0	2 967	0	17	2 984	0	4 783	0	-9	4 773	0	2 988	0	0	2 988
Kirghizistan	0	-7	6	0	0	-52	0	0	-52	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0
Moldova	0	0	2 282	2 282	0	0	0	-81	-81	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0
Fédération de Russie	0	2 453	127	2 580	0	2 794	0	0	2 794	0	1 188	0	0	1 188	0	-10	0	0	-10
Tadjikistan	0	9 946	386	10 333	0	9 549	0	0	9 549	0	12 903	0	0	12 903	0	8 211	0	0	8 211
Ex-Yougoslavie	0	71 939	20 859	92 798	0	134 578	230	2 334	137 144	0	46 668	749	-298	47 120	0	34 987	57	414	35 459
Non spécifié CEI	0	0	6 407	6 407	0	675	4 748	0	5 424	0	-654	2 295	0	1 641	0	0	583	0	583
TOTAL POUR LA RÉGION	0	99 280	31 647	130 928	0	157 810	4 979	2 616	165 406	0	74 786	3 045	-328	77 503	0	56 099	640	399	57 139
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES																			
Antigua-et-Barbuda	0	0	0	0	451	0	0	0	451	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bolivie	6 333	0	432	6 765	3 968	0	0	51	4 020	10 765	0	0	177	10 942	4 437	0	0	149	4 586
Brésil	1 377	0	0	1 377	133	0	0	0	133	-11	0	0	0	-11	9	0	0	0	9

ANNEXE III TABLEAU 2: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM¹ PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'AIDE, 1995-98 (en milliers de dollars)

	1995				1996					1997					1998 ²				
	Dévelop- pement	Secours	Extra- budgétaire	Total	Dévelop- pement	Secours	Opérations spéciales	Fonds Fiduciaires ⁴	Total	Dévelop- pement	Secours	Opérations spéciales	Fonds Fiduciaires ⁴	Total	Dévelop- pement	Secours	Opérations spéciales	Fonds Fiduciaires ⁴	Total
Chili	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Colombie	2 775	0	7	2 782	1 853	0	0	4	1 857	64	0	0	4	69	1 594	0	0	0	1 594
Costa Rica	1 517	0	0	1 517	833	0	0	44	878	1	0	0	2	4	0	0	0	0	0
Cuba	5 608	0	141	5 750	9 431	0	0	692	10 123	4 413	2 925	0	-1	7 337	2 236	1 391	0	51	3 678
Dominique	1 294	0	0	1 294	219	0	0	0	219	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
République dominicaine	1 224	0	181	1 405	2 993	0	0	203	3 196	1 823	0	0	13	1 837	5 008	0	0	603	5 611
Equateur	4 053	0	294	4 347	2 980	0	0	4	2 984	1 813	0	0	-2	1 810	4 979	185	0	3	5 168
El Salvador	7 558	0	224	7 783	4 560	0	0	31	4 592	1 456	0	0	2	1 458	5 320	0	0	28	5 348
Grenade	0	0	0	0	457	0	0	0	457	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Guatemala	6 903	0	48	6 951	7 977	0	0	342	8 319	5 653	981	0	12	6 756	4 100	274	0	232	4 608
Guyana	2 349	0	14	2 363	3 894	0	0	138	4 032	997	0	0	45	1 042	815	0	0	0	815
Haiti	3 308	969	290	4 569	2 563	1 383	0	459	4 405	2 815	1 666	0	194	4 676	3 223	478	0	1 524	5 226
Honduras	7 203	6	269	7 480	2 514	0	0	32	2 547	3 877	0	0	91	3 969	5 296	0	0	105	5 401
Jamaïque	7 393	0	179	7 572	618	0	0	64	682	1 411	0	0	50	1 461	-12	0	0	1	-10
Mexique	6 305	782	32	7 120	289	-198	0	0	91	-14	13	0	0	0	0	0	0	0	0
Nicaragua	6 749	0	157	6 906	5 073	0	0	429	5 502	6 631	59	0	239	6 930	5 964	8 994	0	484	15 443
Panama	817	0	0	817	1 063	0	0	48	1 111	764	0	0	27	792	278	0	0	13	291
Paraguay	478	0	0	478	1 469	0	0	0	1 469	504	0	0	0	504	0	0	0	0	0
Pérou	10 992	-2	320	11 311	1 990	0	0	47	2 038	3 136	0	0	23	3 159	6 005	0	0	73	6 078
Saint Kitts-et-Nevis	0	0	0	0	430	0	0	0	430	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sainte Lucie	557	0	0	557	947	0	0	0	947	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Saint Vincent-et-Grenadines	0	0	0	0	462	0	0	0	462	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL POUR LA RÉGION	84 801	1 757	2 594	89 153	57 178	1 184	0	2 594	60 957	46 105	5 647	0	989	52 742	49 259	11 323	0	3 270	63 853

ANNEXE III TABLEAU 2: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM¹ PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'AIDE, 1995-98 (en milliers de dollars)

	1995				1996					1997					1998 ²				
	Dévelop- pement	Secours	Extra- budgétaire	Total	Dévelop- pement	Secours	Opérations spéciales	Fonds Fiduciaires ⁴	Total	Dévelop- pement	Secours	Opérations spéciales	Fonds Fiduciaires ⁴	Total	Dévelop- pement	Secours	Opérations spéciales	Fonds Fiduciaires ⁴	Total
AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT																			
Algérie	0	4 820	397	5 218	0	6 115	0	323	6 439	0	897	0	79	976	0	4 516	0	464	4 981
Egypte	7 429	0	78	7 508	1 731	0	0	39	1 770	6 196	0	0	0	6 196	4 225	0	0	1 125	5 351
Gaza/Rive occidentale	910	178	661	1 750	1 438	500	0	134	2 073	1 713	211	0	-12	1 911	4 551	5	0	0	4 557
Iran	0	4 099	0	4 099	0	2 122	0	40	2 162	0	3 735	0	0	3 735	0	3 299	0	0	3 299
Iraq (*)	0	23 775	2 780	26 556	0	45 974	0	697	46 672	0	18 907	11 169	7 527	37 605	0	6 778	13 305	6 759	26 843
Jordanie	5 435	0	15	5 450	5 487	0	0	23	5 510	4 824	-40	0	-14	4 769	1 990	0	0	0	1 990
Liban	2 179	0	0	2 179	1 175	0	0	0	1 175	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Maroc	1 983	0	18	2 001	689	0	0	0	689	4 314	0	0	0	4 314	407	0	0	0	407
République arabe syrienne	13 744	-33	0	13 710	6 619	-19	0	11	6 611	10 519	0	0	0	10 519	5 756	0	0	0	5 756
Tunisie	3 872	0	0	3 872	5 350	0	0	0	5 350	2 792	0	0	5	2 798	-88	0	0	0	-88
Turquie	439	-1	0	438	346	4	0	0	350	2	0	0	0	2	0	0	0	0	0
Yémen	4 222	1 197	13	5 433	8 653	152	0	174	8 979	9 639	639	0	0	10 278	5 171	684	0	-1	5 853
TOTAL POUR LA RÉGION	40 213	34 035	3 962	78 214 0	31 488	54 848	0	1 441	87 780 0	39 999	24 349	11 169	7 585	83 103 0	22 012	15 282	13 305	8 347	58 949
ENSEMBLE DES RÉGIONS	340 844	613 924	141 644	1 096 412	279 091	737 655	18 457	31 124	1 066 328	332 691	703 366	20 653	11 077	1 067 787	254 315	915 504	34 111	23 919	1 227 849
AUTRE⁵				249					10 982					13 359					9 697
TOTAL GÉNÉRAL				1 096 661					1 077 309					1 081 146					1 237 546

¹ A l'exclusion des dépenses d'administration et d'appui aux programmes. Dans ce tableau, les dépenses au titre des articles non alimentaires figurent sous la rubrique "Fonds fiduciaires".

² Chiffres provisoires.

³ Les dépenses imputées au Rwanda couvrent également les dépenses de l'opération d'urgence des Grands Lac africains au Burundi, en Tanzanie, dans la République démocratique du Congo, en Ouganda et au Congo. De même, les dépenses imputées au Libéria couvrent aussi les dépenses de l'opération régionale Libéria pour les réfugiés en Côte d'Ivoire, au Ghana et en Guinée.

⁴ Les dépenses au titre des Fonds fiduciaires comprennent les opérations bilatérales, les programmes des administrateurs auxiliaires et d'autres fonds fiduciaires.

⁵ Les dépenses opérationnelles telles que les coûts d'assurance qui ne peuvent être ventilées par projet/opération.

Les montants négatifs représentent les ajustements financiers.

(*) Les chiffres soulignés représentent des fonds dans le cadre de la résolution 986 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies relative à l'accord "pétrole contre vivres".

ANNEXE III TABLEAU 3A: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM¹ POUR LES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT ET LES OPÉRATIONS DE SECOURS PAR CATÉGORIE DE PAYS ET RÉGION, 1994-98 (en milliers de dollars)

	1994			1995			1996			1997			1998 ²		
	Dépenses	% du total	Dollars par habitant	Dépenses	% du total	Dollars par habitant	Dépenses	% du total	Dollars par habitant	Dépenses	% du total	Dollars par habitant	Dépenses	% du total	Dollars par habitant
ENSEMBLE DES BÉNÉFICIAIRES	1 184 975	100,0	0,30	954 768	100,0	0,23	1 035 203	100,0	0,26	1 056 710	100,0	0,28	1 203 930	100,0	0,31
PAR CATÉGORIE DE PAYS³															
Pays les moins avancés	620 170	52,3	1,25	606 794	63,6	1,15	617 353	59,6	1,32	633 822	60,0	1,29	719 872	59,8	1,22
Pays à faible revenu et à déficit vivrier	966 423	81,6	0,29	779 797	81,7	0,23	750 056	72,5	0,25	909 585	86,1	0,29	1 073 732	89,2	0,32
Chine et Inde	52 760	4,5	0,03	42 922	4,5	0,02	50 769	4,9	0,02	61 794	5,8	0,03	48 289	4,0	0,02
A l'exclusion de la Chine et de l'Inde	913 663	77,1	0,75	736 875	77,2	0,60	699 287	67,6	0,83	847 791	80,2	0,86	1 025 443	85,2	0,88
PAR RÉGION/GROUPE DE PAYS															
Afrique subsaharienne	693 744	58,5	1,67	541 024	56,7	1,31	538 194	52,0	1,34	506 067	47,9	1,18	638 687	53,1	1,48
Asie	209 432	17,7	0,08	153 650	16,1	0,05	189 515	18,3	0,07	345 535	32,7	0,13	397 316	33,0	0,14
A l'exclusion de la Chine et de l'Inde	156 671	13,2	0,24	110 727	11,6	0,16	138 746	13,4	0,32	283 741	26,9	0,5	349 026	29,0	0,47
Europe et CEI ⁴	152 097	12,8	4,07	99 281	10,4	0,55	162 790	15,7	0,82	77 832	7,4	0,38	56 740	4,7	1,06
Amérique latine et Caraïbes	55 652	4,7	0,14	86 559	9,1	0,22	58 363	5,6	0,14	51 753	4,9	0,35	60 583	5,0	0,20
Afrique du Nord et Moyen-Orient	74 050	6,2	0,25	74 254	7,8	0,24	86 342	8,3	0,28	75 523	7,1	0,25	50 603	4,2	0,21

¹ A l'exclusion des dépenses d'administration et d'appui aux programmes. Les dépenses au titre des Fonds fiduciaires (non programmables) et les dépenses opérationnelles telles que les coûts d'assurance qui ne peuvent être ventilées par projet/opération sont exclues aussi.

² Chiffres provisoires.

³ Classement réel pour chaque année.

⁴ Secours uniquement.

ANNEXE III TABLEAU 3B: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM¹ POUR LES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT PAR CATÉGORIE DE PAYS ET RÉGION, 1994-98 (en milliers de dollars)

	1994			1995			1996			1997			1998 ²		
	Dépenses	% du total	Dollars par habitant	Dépenses	% du total	Dollars par habitant	Dépenses	% du total	Dollars par habitant	Dépenses	% du total	Dollars par habitant	Dépenses	% du total	Dollars par habitant
ENSEMBLE DES BÉNÉFICIAIRES	311 474	100,0	0,09	340 844	100,0	0,09	279 091	100,0	0,08	332 691	100,0	0,10	254 315	100,0	0,08
PAR CATÉGORIE DE PAYS³															
Pays les moins avancés	123 717	39,7	0,30	145 559	42,7	0,33	119 695	42,9	0,30	161 679	48,6	0,37	127 332	50,1	0,26
Pays à faible revenu et à déficit vivrier	274 775	88,2	0,09	276 629	81,2	0,09	225 489	80,8	0,08	300 498	90,3	0,10	221 928	87,3	0,07
Chine et Inde	52 760	16,9	0,03	42 922	12,6	0,02	50 769	18,2	0,02	61 794	18,6	0,03	39 085	15,4	0,02
A l'exclusion de la Chine et de l'Inde	222 015	71,3	0,20	233 706	68,6	0,21	174 720	62,6	0,23	238 704	71,7	0,29	182 844	71,9	0,21
PAR RÉGION/GROUPE DE PAYS															
Afrique subsaharienne	84 138	27,0	0,24	118 239	34,7	0,36	90 148	32,3	0,28	96 912	29,1	0,28	81 035	31,9	0,20
Asie	126 633	40,7	0,05	97 587	28,6	0,04	100 273	35,9	0,04	149 670	45,0	0,06	102 007	40,1	0,04
A l'exclusion de la Chine et de l'Inde	73 873	23,7	0,12	54 664	16,0	0,09	49 504	17,7	0,13	87 876	26,4	0,24	62 922	24,7	0,17
Amérique latine et Caraïbes	53 399	17,1	0,14	84 802	24,9	0,21	57 178	20,5	0,14	46 106	13,9	0,31	49 259	19,4	0,16
Afrique du Nord et Moyen-Orient	47 304	15,2	0,27	40 217	11,8	0,21	31 491	11,3	0,16	40 003	12,0	0,20	22 014	8,7	0,18

¹ A l'exclusion des dépenses d'administration et d'appui aux programmes. Les dépenses au titre des articles non alimentaires et les dépenses opérationnelles telles que les coûts d'assurance qui ne peuvent être ventilées par projet/opération sont exclues aussi.

² Chiffres provisoires.

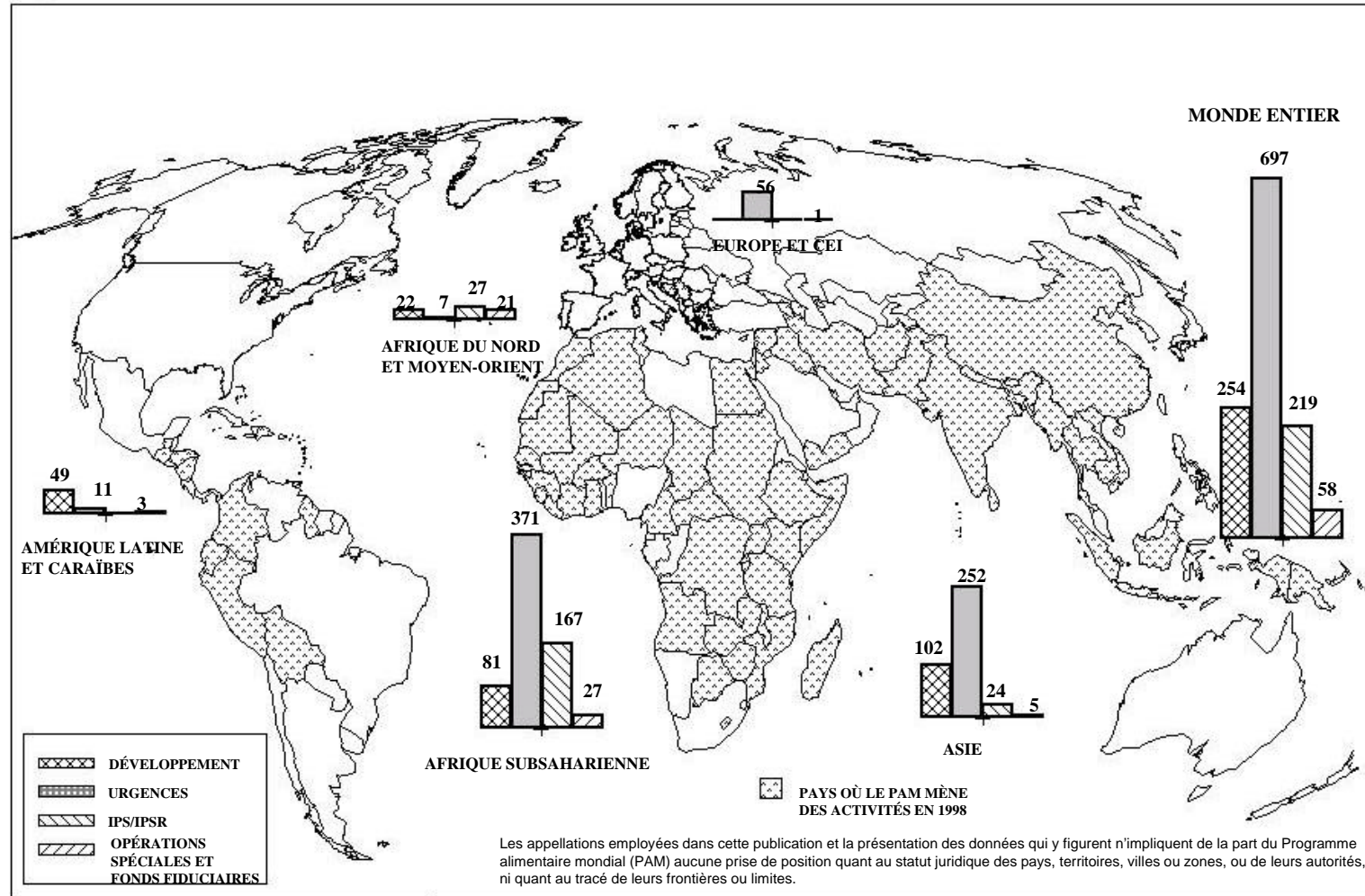
³ Classement réel pour chaque année.

ANNEXE IV

VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES DU PAM PAR RÉGION ET PAR CATÉGORIE, EN 1998 (en millions de dollars)



Programme
alimentaire mondial



ANNEXE V TABLEAU 1: CONTRIBUTIONS CONFIRMÉES POUR 1998, PAR DONATEUR (en milliers de dollars)

	Développement	RAIU	CII	IPS	Opérations spéciales	Autres ¹	Total
Australie	25 672	17 157	518	7 930		9 393	60 670
Autriche	2 550	1 090		213			3 853
Barbade	6						6
Belgique	2 769	6 964		4 728		2 446	16 908
Canada	45 136	18 371		2 178	136	1 296	67 116
Chine	1 125	9					1 134
Chine-ONG		298					298
Colombie	15						15
République tchèque		20					20
Danemark	29 319	8 979	1 079	2 910		1 098	43 384
Egypte	200	93					293
Europe-privé	78	483					561
Communauté européenne	17 221	122 683		44 741			184 645
Finlande	9 907	1 872	549	369		1 104	13 801
France	3 674	13 880		2 605		4 583	24 742
Allemagne	28 621	25 092		7 057	667	342	61 779
Grèce		25					25
Hongrie	65						65
Islande	5						5
Inde	960						960
Indonésie	97						97
Irlande	1 136	2 354		352	348	188	4 378
Israël		8					8
Italie	4 520	3 307	19	15	2 007	763	10 632
Japon	13 673	78 575	937	21 918	1 200	7 453	123 757
Japon-privé	84	176			59		319
Corée, Rép. de		10 576					10 576
Luxembourg		270					270
Malta	8	20					28
Pays-Bas	2 883	20 812	4 800	13 469	2 284	1 285	45 532
Nouvelle-Zélande	372	80					452
Norvège	26 483	6 554	1 979		1 472	497	36 984
OCHA		402					402
OPEP	150	145					295
Panama	1						1
Portugal	185						185
Qatar		58					58
Rwanda	2						2
Saint-Marin	9						9
Slovaquie	25						25
Slovénie		227					227
Espagne	342	2 258			125		2 725
Suède	9 000	8 647	2 000	7 010	2 102	752	29 511
Suisse	2 124	11 326	1 118	5 429	1 338		21 334
Syrie	6						6
Tanzanie	2						2
Royaume-Uni	4 453	66 859		7 398	1 427	75	80 212
Royaume-Uni-ONG					550		550
PNUD	30						30
HCR		10					10
Etats-Unis	112 773	559 293	2 000	194 207	7 294	717	876 284
Etats-Unis-privé	0	2 013		0		0	2 013
Yémen		55					55
Total	345 681	991 042	14 999	322 527	21 008	31 992	1 727 248

¹ La rubrique "Autres" comprend les opérations bilatérales, les programmes des administrateurs auxiliaires et d'autres contributions spéciales.

ANNEXE V TABLEAU 2: PRINCIPAUX DONATEURS ¹ DU PAM, PAR TYPE DE CONTRIBUTION, EN 1998 (en milliers de dollars)

Total		Développement		RAIU		CII		IPS		Opérations spéciales	
Donateur	Valeur	Donateur	Valeur	Donateur	Valeur	Donateur	Valeur	Donateur	Valeur	Donateur	Valeur
1 Etats-Unis	876 284	Etats-Unis	112 773	Etats-Unis	559 293	Pays-Bas	4 800	Etats-Unis	194 207	Etats-Unis	7 294
2 Communauté	184 645	Canada	45 136	Communauté européenne	122 683	Suède	2 000	Communauté	44 741	Pays-Bas	2 284
3 Japon	123 757	Danemark	29 319	Japon	78 575	Etats-Unis	2 000	Japon	21 918	Suède	2 102
4 Royaume-Uni	80 212	Allemagne	28 621	Royaume-Uni	66 859	Norvège	1 979	Pays-Bas	13 469	Italie	2 007
5 Canada	67 116	Norvège	26 483	Allemagne	25 092	Suisse	1 118	Australie	7 930	Norvège	1 472
6 Allemagne	61 779	Australie	25 672	Pays-Bas	20 812	Danemark	1 079	Royaume-Uni	7 398	Royaume-Un	1 427
7 Australie	60 670	Communauté	17 221	Canada	18 371	Japon	937	Allemagne	7 057	Suisse	1 338
8 Pays-Bas	45 532	Japon	13 673	Australie	17 157	Finlande	549	Suède	7 010	Japon	1 200
9 Danemark	43 384	Finlande	9 907	France	13 880	Australie	518	Suisse	5 429	Allemagne	667
10 Norvège	36 984	Suède	9 000	Suisse	11 326	Italie	19	Belgique	4 728	Irlande	348
11 Suède	29 511	Italie	4 520	Corée, Rép. de	10 576			Danemark	2 910	Canada	136
12 France	24 742	Royaume-Uni	4 453	Danemark	8 979			France	2 605	Espagne	125
13 Suisse	21 334	France	3 674	Suède	8 647			Canada	2 178		
14 Belgique	16 908	Pays-Bas	2 883	Belgique	6 964			Finlande	369		
15 Finlande	13 801	Belgique	2 769	Norvège	6 554			Irlande	352		
16 Italie	10 632	Autriche	2 550	Italie	3 307			Autriche	213		
17 Corée, Rép. de	10 576	Suisse	2 124	Irlande	2 354			Italie	15		
18 Irlande	4 378	Irlande	1 136	Espagne	2 258						
19 Autriche	3 853	Chine	1 125	Etats-Unis-privé	2 013						
20 Etats-Unis-privé	2 013	Espagne	342	Finlande	1 872						
21 Espagne	2 725			Autriche	1 090						
22 Chine	1 134			Chine	9						

¹ Donateurs ayant apporté au total une contribution de plus de un million de dollars.